



Rapport Narratif Final

Projet de Développement Agricole
dans la Tshopo « PRODAT »

RD Congo



Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	APERÇU DE L'INTERVENTION.....	6
1.1	FICHE D'INTERVENTION	6
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
2.1	PERTINENCE.....	7
2.2	EFFICACITE.....	7
2.3	EFFICIENCE	8
2.4	DURABILITE POTENTIELLE	8
2.5	CONCLUSIONS.....	9
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION.....	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	<i>11</i>
3.1.2	<i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	<i>11</i>
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	12
4	RESULTATS REALISES.....	13
4.1	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	13
4.1.1	<i>Indicateurs atteints</i>	<i>13</i>
4.1.2	<i>Analyse de l'atteinte de l'outcome</i>	<i>14</i>
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	15
4.2.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	<i>16</i>
4.2.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output.....</i>	<i>16</i>
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	20
4.3.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	<i>20</i>
4.3.2	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>20</i>
4.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	24
4.4.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	<i>24</i>
4.4.2	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>24</i>
4.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	28
4.5.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	<i>28</i>
4.5.2	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	<i>28</i>
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	31
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	31
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	32
5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	32
6	THEMES PRIORITAIRES	32

6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	32
6.2	GENRE	33
6.3	DIGITALISATION	33
6.4	EMPLOIS DECENTS	34
7	DURABILITE	35
8	LEÇONS APPRISSES.....	36
8.1	LES SUCCES.....	36
8.2	LES ECHECS	37
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	38
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	39
9	RECOMMANDATIONS	40
10	ANNEXES	41
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	41
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	45
10.3	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	47
10.4	MATRICE DE MONITORING COMPLETE.....	49
10.5	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	52
10.6	PERSONNEL DE L'INTERVENTION	53
10.7	MARCHES PUBLICS	55
10.8	SUBSIDES	56
10.9	ACCORDS SPECIFIQUES DE COOPERATION.....	57
10.10	ÉQUIPEMENTS : INVENTAIRES DES IMMOBILISES ET AFFECTATION DU PRODAT	58

o Acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CCPA	Conseil Consultatif Provincial Agricole
CCS	Cadre de Concertation de Secteur
CCT	Cadre de Concertation de Territoire
CdS	Convention de Subsidés
CEP	Champ Ecole Paysan
CIFOR	Centre International pour la Recherche Forestière
CoCoMa	Comité de Concertation Multi Acteurs
COPROSEM	Comité Provincial des Semences
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CP	Comité de Pilotage
DL	Développement Local
DTF	Document Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EDUT	Programme d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle dans la Tshopo
Enabel	Agence Belge de Développement
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
ETR	Evaluation finale
FONER	Fond National d'Entretien Routier
FORETS	Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo
GIFS	Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols
GIZ	Agence de Développement Allemande
FC	Franc Congolais
ICRAF	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie
IFA	Institut Facultaire des sciences Agronomiques
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
IMF	Institution de Micro-Finance
INERA	Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
IPAGRI	Inspection Provinciale de l'Agriculture
IPAPEL	Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
Kg/Ha	(Rendement exprimé en) Kilogramme par Hectare
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
Ml	Mètre linéaire
Mn	Manioc
MP	Marché Public
MTR	Evaluation mi-parcours
ONGD	Organisation Non Gouvernementale de Développement
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation de Producteurs Agricoles
PADP	Programme d'Appui aux Divisions Provinciales de la santé

PAIDECO	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire
PAT	Plan d'Aménagement du Territoire
PDL	Plan de Développement Local
PICS	Sac à triple ensachage
PIDR	Programme Intégré de Développement Rural
PIREDD	Projet Intégré REDD
PLVS	Programme de Lutte contre les Violences Sexuelles
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPIA	Programme Provincial d'Investissement Agricole
PRODAKK	Programme de Développement Agricole dans le Kwilu-Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans le Kasai Oriental
PRODAT	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo
PRODET	Programme de Désenclavement dans la Tshopo
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAF(I)	Responsable Administratif et Financier (International)
RC	Renforcement de Capacités
RDC	République Démocratique du Congo
RR(A)	Rapport de Résultats (Annuel)
SCV	Semis Sous Couvert Végétal
SENASEM	Service National des Semenciers
SIM	Système d'Informations sur les Marchés
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SQD	Semence de Qualité Déclarée
SRF	Structure de Recherche et Formation
STD	Services Techniques Déconcentrés
UE	Union Européenne
UPDKIS	Union Paysanne pour le Développement de Kisangani
USD	Dollar américain
US	Unité de Stockage
UT	Unité de Transformation

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme de Développement Agricole dans la Tshopo – PRODAT
Code de l'intervention	RDC 1217711
Localisation	RD Congo – Province de la Tshopo
Budget total	Contribution belge : Selon le DTF original : 11.000.000 EUR Suite à la décision des COMPAR (11/2019 et 03/2020) : +4.000.000 soit 15.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement rural (national et provincial)
Date de début de la Convention spécifique	06 Novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Démarrage : 20 mars 2015 Première SMCL : 28 Juin 2015
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	06 Juillet 2023
Groupes cibles	Bénéficiaires directs : les populations (agriculteurs et autres) habitant dans les zones d'intervention.
Impact¹	Les revenus des exploitations familiales dans les zones cibles du district de la Tshopo sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté
Outcome	Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés
Outputs	1. Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales
	2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés
	3. Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole
	4. Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques
Années couvertes par le rapport	2015-2022

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2 Auto-évaluation de la performance

2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le programme de Développement Agricole de la Tshopo (PRODAT) a été conçu conformément aux stratégies de développement du secteur agricole contenus dans les différents documents de politiques nationales et provincial de la RDC à savoir le Plan National d'Investissement Agricole 2013-2020 et le Plan Provincial d'Investissement Agricole 2020-2024 de la Tshopo. Les objectifs global et spécifique du programme sont calqués sur ceux du PNIA notamment au niveau du Programme 1 « Promotion des filières agricoles et de l'agri business », Programme 3 « Recherche, vulgarisation et enseignements agricoles » et Programme 4 « Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles » avec des stratégies de mise en œuvre proches (inclusion, responsabilisation et renforcement de capacités des acteurs locaux, amélioration de la productivité dans une logique de développement durable, accès aux marchés)

Les problèmes auxquels le programme a tenté de contribuer, en l'occurrence la réduction de la pauvreté au sein des ménages agricoles dans les territoires de Banalia, Isangi et Opala et le développement d'un environnement institutionnel favorable, restent préoccupant à cause d'une situation socio-économique qui se dégrade continuellement (insécurité dans l'Est du pays, retombée de la guerre en Ukraine).

Au regard de ce qui précède, la logique d'intervention du programme reste toujours justifiée et a tendance à accentuer sa pertinence en particulier par :

- L'introduction d'innovations simples et leurs diffusions qui permettent de répondre à certaines contraintes auxquelles les ménages et les organisations agricoles font face (accès à la semence de qualité, conservation de la fertilité des sols, adaptation au changement climatique, ...)
- La valorisation des Chaines de Valeur (CdV) dans un contexte d'agriculture peu productive, de désorganisation des services de recherche et de vulgarisation, d'environnement économique fragile et de réduction des opportunités d'écoulement des produits agricoles ;
- L'accompagnement de proximité des Organisations Paysannes (OP) face aux problèmes de faible structuration et professionnalisation des petits producteurs et l'insuffisance des mesures politiques et macro-économiques favorables aux investisseurs privés.

2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

De nombreuses réalisations sont à porter à l'actif du projet, en particulier dans le domaine semencier et l'accompagnement à l'introduction de techniques nouvelles mais aussi la construction d'infrastructures de stockage, le renforcement de capacités et le développement de l'esprit entrepreneurial.

Il est toutefois difficile de dresser un tableau clair et cohérent des acquis, vu la grande variété d'activités et des ambitions géographiques trop vaste qui ont conduit à une certaine dilution/dispersion et une vision discontinue des actions.

A l'exception des améliorations du maillon production consolidées par l'approche CEP, les apports aux autres maillons de la chaîne de valeurs (valorisation et commercialisation), pourtant essentiel, restent incomplet. En effet, les activités lancées pendant la phase transitoire n'ont pas pu bénéficier d'un accompagnement suffisant pour être intégrées par les bénéficiaires et stabilisées. Le retrait de certains territoires dans la nouvelle formulation de l'intervention risque de mettre en péril ces avancées.

2.3 Efficience

	Performance
Efficience	C

Porter une appréciation globale sur l'efficience n'est pas simple car si les moyens ont été utilisés de façon correcte ; un ensemble de problèmes connus par le projet, notamment de mauvaises habitudes prises au départ du programme et un manque de vision d'accompagnement des investissements, ont impacté sur sa bonne évolution de l'atteinte de certains résultats. L'avancement du projet a également été handicapé par le changement fréquent de responsables au sein des équipes Enabel et des partenaires.

On observe aussi :

- Une situation budgétaire marquée par des ajustements successifs n'ayant pas favorisé la continuité de certaines activités ;
- Des activités ralenties par les difficultés éprouvées pour établir des conventions avec les partenaires et pour les mettre en œuvre ;
- Des activités inachevées dues aux prestataires défaillants qui ont handicapé le respect des programmations initiales.

On note aussi une possible perte d'efficience due à l'existence du double dispositif agriculture / développement rural avec des rôles et responsabilités dilués et flous.

2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité potentielle a bien été prise en compte dans la vision et les différentes programmations. Elle se traduit par l'appropriation des avancées de la part des bénéficiaires. Toutefois, l'état d'avancement de certaines réalisations laisse présager des déperditions, car ces actions nécessiteraient une consolidation et un accompagnement sur plusieurs campagnes.

Concernant les STD, il n'y a aucune garantie que les ressources nécessaires pour poursuivre l'encadrement puissent être mobilisées sur le long terme.

Les partenaires directs du Programme (Organisations et Faitière Agricoles) rencontrent encore quelques difficultés pour pérenniser leurs structures du fait de leurs faibles capacités à mobiliser des ressources financières propres aussi bien en interne qu'en externe. Dans le même ordre d'idée, l'esprit coopératif et d'entrepreneuriat de ces organisations est encore faible. Le seuil de rentabilité n'est pas encore atteint en ce qui concerne la vente de services et le nombre de membres respectant leurs engagements (frais d'adhésion et cotisation).

2.5 Conclusions

PRODAT est le résultat d'une histoire longue et complexe, marquée par une vision ambitieuse (nombre de bénéficiaires directs, étendue géographique) et son souci d'introduire rapidement des changements dans les pratiques et comportements, qui nécessiteraient vraisemblablement une autre échelle de temps.

La phase transitoire (2020-2022) a offert à PRODAT une possibilité de « repli ordonné » : stratégies affinées, réduction des ambitions quantitatives, concentration géographique permettant de mettre en évidence une vision claire et des résultats encourageants.

Au stade actuel, l'intervention menée au travers du programme PRODAT peut être considérée comme :

- Un programme pertinent marqué par une bonne connaissance des besoins des bénéficiaires et partenaires, visant à s'attaquer de façon coordonnée à une situation complexe et difficile ;
- Un projet particulièrement apprécié et qui est pris comme référence du « bon projet » par différents bénéficiaires et partenaires ;
- Un projet encore complexe malgré les efforts de simplification et concentration géographique (réduction des OP, réduction des bassins de productions, etc.) ;
- Un fort recours à des acteurs extérieurs, sans toujours atteindre les résultats escomptés ;
- Une approche organisée par « modèles », avec de réels succès, qui devrait favoriser l'efficacité mais sans toujours un niveau d'innovation suffisant pour permettre de réels sauts qualitatifs

En termes d'acquis, on note :

- Une progression significative vers la sédentarisation des producteurs et une diversification de l'agroécosystème même si encore limitée en termes de couverture spatiale (la parcelle de l'OPB féminine Akili Ni Mali est exemplaire). Ces avancées indiquent la direction à suivre en tenant compte que seule une action inscrite dans la durée sera à même d'inverser petit à petit les phénomènes de dégradation observables aujourd'hui.
- Une professionnalisation des OP avec l'amélioration de la qualité des services offerts à leurs membres et une meilleure gestion des activités menées. Ce renforcement passe par des activités innovantes dans l'appui à l'entrepreneuriat agricole avec un dispositif d'accompagnement/formation (FBS) mis en place en partenariat avec la GIZ et l'approche ECOL-Agri. Fin 2022, l'objectif ciblé de formation/encadrement de 5.396 producteurs a été atteint.
- La disponibilité accrue sur terrain de semences de qualité adoptées par les ménages agricoles grâce au réseautage des agri-multiplicateurs, l'approche axée sur la demande et la présence des inspecteurs semenciers au plus près des agri-multiplicateurs (fiche action SENASEM). Pour l'instant, 6 réseaux d'agri-X, répartis sur les trois territoires d'intervention sont actifs et professionnalisés.
- Le renforcement de connaissances des agents STD (formations CEP/FBS/ECOL-Agri) assure des services d'appui conseil et de coaching aux OPB. L'évolution de ce renforcement dans le cadre d'un apprentissage par l'action en préparant ces services puis en les associant aux activités PRODAT qui les concernent permet une approche plus spécifique et motivante. Cette approche a permis de certifier 22 agents de l'IPDR : 17 comme agents FBS reconnus et 05 comme agents ECOL-Agri.
- L'augmentation des rendements agricoles par l'intensification de l'approche CEP et l'introduction de nouvelles variétés adaptées aux changements climatiques. Les surplus de production ainsi dégagés améliorent les revenus des producteurs à travers les ventes groupées mise en place (quantités commercialisées de 0 tonnes en 2014, 358 tonnes en 2021 et 423 Tonnes en 2022).

- La répartition plus équitable des tâches entre hommes et femmes avec une amélioration du pouvoir de prise de décision grâce à l'approche CEP/FBS mais aussi un épanouissement social et économique avec l'installation des AVEC et le soutien des cycles d'alphabétisation.

Intervention Manager Enabel
Valérie Delaunois

CEP Manioc – collecte de données



3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général de mise œuvre de ce projet a peu évolué et repose sur une situation provinciale complexe, difficile et fragile caractérisée par :

- Une pratique d'agriculture itinérante sur brûlis traditionnelle et généralisée, peu productive et impactant conséquemment sur l'environnement (déforestation)
- Des filières agricoles « peu structurées » et se caractérisant par un très faible degré d'initiative,
- La faiblesse des organisations paysannes (de base ou faitières) et leur difficulté à construire et mettre en œuvre des services de qualité, accessibles et viables à destination de leurs membres
- L'extrême fragilité des services de l'Etat (agriculture/pêche/élevage et développement rural) et leur grande difficulté à déployer et mettre en œuvre leurs services en direction des producteurs
- Le caractère limité et peu efficace des dynamiques de concertation agricole (faiblesse ou non fonctionnalité des comités, posture de contrôle plutôt que d'appui et de conseil)
- Le manque de considération envers le travail et les capacités des femmes

Par contre, l'évolution préoccupante de la situation sécuritaire à l'est du pays avec les attaques des groupes armés (ADF, Maï-Maï, ...) dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu impactent considérablement les activités dans la Tshopo : l'insécurité sur les routes empêchent l'approvisionnement régulier de Kisangani en produits manufacturiers en provenance des pays de l'Afrique de l'est, la migration des populations des zones en conflit entraîne une hausse des prix des produits et les marchés d'écoulement accessibles se réduisent.

Les répercussions de la guerre en Ukraine se font sentir avec une augmentation relative du coût de la vie (hausse du prix de carburant, raréfaction de certains produits manufacturés, etc.)

De même, la forte dégradation des routes d'intérêt national et provincial, faute d'entretien, entrave largement la circulation des produits agricoles. Sur les routes en bon état, les péages illicites et les tracasseries ont régressé suite aux mesures prises par le nouveau Chef de l'Etat (levée des barrières). De ce fait, une partie de la pression financière sur les producteurs est atténuée, mais de multiples taxes (perçues hors des axes de circulation) persistent néanmoins et leur destination vers un réinvestissement (dont infrastructures) pose encore question.

3.1.2 Contexte de gestion : modalités d'exécution

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Le PRODAT considère que l'accompagnement de proximité relève d'abord des services de l'Etat et a concrétisé cette vision par un appui matériel et fonctionnel aux agents concernés et les a inscrit dans son système d'accompagnement, de renforcement des capacités et de suivi évaluation.

Dans ce cadre des conventions de subsides conclues avec les STD (agriculture, développement rural), des agents (moniteurs agricoles, animateurs ruraux, leurs superviseurs) sont mobilisés pour fournir des appuis de proximité aux organisations de producteurs et aux ménages.

Le bilan approfondi des différentes conventions de subsides signées avec l'IPAGRI (ex-IPAPEL) et le SENASEM entre 2016 et 2020 a permis de définir des modalités adaptées pour la poursuite de la collaboration. Du point de vue opérationnel, une note d'orientation (intégrant les lignes directrices) a pu être élaborée avec les partenaires concernés en Q2/2020, suite à une évaluation de la mise en œuvre antérieure (prenant notamment en compte le degré de satisfaction des OP par rapport aux services

fournis, la performance des agents de proximité, le renforcement des liens fonctionnels avec la hiérarchie pour le coaching). Du point de vue organisationnel (dont aspects administratifs et financiers), une analyse interne très approfondie (scan organisationnel) a été effectuée en Q4/2020 ; quelques ajustements sont à effectuer, notamment pour la diligence dans la gestion (dont la mise à disposition des ressources au niveau des agents de terrain et le rapportage). Ce bilan partagé de partenariat qui est davantage une relation fonctionnelle, nous a conduit à explorer d'autres pistes de collaboration avec les STD et prendre l'orientation d'une fiche action basée sur l'atteinte de résultats et la performance. Des fiches d'action ont été signées avec l'IPAGRI pour le suivi des CEP et l'encadrement des OP et le SENASEM dans le cadre du renforcement du fonctionnement des réseaux d'agri-multiplicateurs. Le bilan final de la mise en œuvre de ces fiches actions est positif pour l'ensemble des parties (bénéficiaires, agents STD et PRODAT).

Pour l'IPDR, suite aux problèmes de mégestion rencontrés dans la mise en œuvre de la convention 2019, une analyse organisationnelle de l'IPDR a été effectuée et a débouché sur une évaluation négative. De ce fait, d'autres pistes de collaboration avec l'IPDR ont été mises en place dès 2021 avec la signature d'une lettre d'ententes pour l'accompagnement des formations FBS et Ecol Agri.

Il était également prévu d'initier des accords de collaboration avec les structures de recherche (INERA, IITA) mais pour des raisons diverses (non-respect d'engagements précédents, absence de représentation locale) ; ces accords n'ont pas vu le jour et ils ont été remplacé par un marché public avec IITA en fin de programme. Pour les structures de recherche (INERA/IFA/etc.) de nouvelles collaborations s'ouvrent avec l'acceptation du projet soumis au fond RESSAC (partenariat tripartite Gembloux/ERAIFT/Enabel) et des associations formalisées pour la mise en place de l'approche CEP.

Des échanges et concertations ont été organisés entre le PRODAT et les principaux intervenants dans le secteur agricole et dans la protection de l'environnement (PIREDD-O/PNUD, FORETS/UE-CIFOR). Ces concertations ont permis de partager les informations clés relatives à chacun des projets et de partager certains outils et bonnes pratiques qui malheureusement ne sont pas toujours respectés sur le terrain. Plus récemment (2022), le PRODAT s'est impliqué au niveau du comité multisectoriel de nutrition de la Tsopo.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

La Convention spécifique et le DTF (additionnel) consacrent le rôle de chacune des parties dans la mise en œuvre du programme, les modalités de gestion en régie des marchés et des contrats :

- Le comité de pilotage (SMCL) est l'organe de décision du projet (grandes orientations)
- Une unité de coordination ENABEL est responsable de la mise en œuvre. Lors de la phase transitoire, elle comporte un bureau central à Kisangani et une antenne à Isangi (R4 : Développement local). Lors des périodes antérieures, vu les difficultés de liaison dans la vaste région d'intervention, ENABEL disposait également d'antennes à Banalia, Bengamisa, Opala et Yatolema. Ces antennes couvraient l'ensemble des opérations du programme ENABEL dans les zones d'intervention (notamment, les actions du projet PRODET, quand il fonctionnait).

D'un point de vue global, cette approche visait à être aussi proche que possible des actions de terrain, en accord avec les vastes ambitions du programme, mais avec pour contrepartie un poids en RH et financier (frais de fonctionnement) très important, et un risque de dispersion (renforcé depuis l'arrêt des activités d'entretien des pistes PRODET, notamment).

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

La Convention spécifique et le DTF consacrent le rôle de chacune des parties dans la mise en œuvre du programme, les modalités de gestion en régie des marchés et des contrats.

Le PRODAT a développé une stratégie d'intervention pour ses différentes composantes : production agricole, post-récolte, renforcement de capacités et concertation/communication et les outils pour opérationnaliser le programme ont été mis en place (système S/E, outil de gestion, etc.).

Le DTF additionnel a permis un recadrage de certaines stratégies d'intervention et un recentrage géographique.

4 Résultats réalisés²

4.1 Performance de l'outcome



Les indicateurs de suivi de l'objectif spécifique et des résultats sont produits semestriellement après une collecte de données (par le dispositif de proximité : STD, Antennes, enquêteurs ; compilation et analyse au niveau du staff Kisangani ; au besoin, possibilité d'effectuer des enquêtes externes) auprès d'un échantillon de ménages agricoles (600) et d'organisations de producteurs (200). Quelques indicateurs spécifiques aux services techniques sont collectés directement après échange avec l'administration.

4.1.1 Indicateurs atteints³

OS1 : Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés

Tableau 1 : Les indicateurs de l'outcome

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	KPI	Commentaires
Productivité agricole (rendements riz pluvial) ⁴	0,8 T/ha	1,8 T/ha	1.9 T/ha	④	Un ajustement de compréhension de l'indicateur a permis une alimentation correcte pour l'exploitation des données et son interprétation
Taux d'adoption de la rotation culturale ⁵	8 %	75 %	55.6 %	②	La progression de l'assimilation par les acteurs (agriculteurs et techniciens) de nouvelles pratiques pour passer des systèmes actuels de culture vers une exploitation continue et durable des sols agricoles est un processus qui prend du temps vu que l'on parle de changement de comportement
Niveau de représentation des femmes dans les organes de direction des OPA	30%	50 %	42% (2021)	③	La progression de cet indicateur s'explique par les cycles d'alphabétisation et les séances de renforcement spécifiques (FBS) aux femmes soutenues par le PRODAT qui ont permis de renforcer leur émancipation et la prise de pouvoir.

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

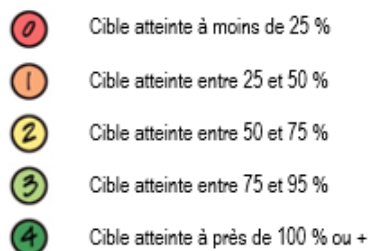
³ Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles – interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).

⁴ L'évaluation en termes de productivité agricole est limitée aux rendements (du riz pluvial, principale spéculation de rente dans la zone d'intervention) ; à terme, ces derniers pourront être mis en relation avec les facteurs de production (terre, capital, travail)

⁵ Cet IOV a évolué vers l'adoption de la rotation culturale car plus parlant en termes de système évolutif par rapport à l'agriculture itinérante sur brûlis, épargnant la forêt (de plus, la différenciation entre jachères et forêts secondaires s'avérait quelque peu difficile pour les producteurs agricoles)

KPI = Indicateurs Clés de Performance (Key Performance Indicators en anglais) : jeu d'icônes qui permettent de visualiser facilement l'avancement des résultats par rapport à l'objectif fixé (ici taux de réalisation par rapport aux valeurs cibles fixées pour le PRODAT).

Niveau de signification :



4.1.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome

Les données de suivi évaluation confirment la progression des performances moyennes obtenues au niveau de la productivité agricole, et ce malgré les perturbations climatiques, entraînant un décalage des dates de semis pendant certaines saisons agricoles. L'incidence de ces perturbations a été fortement atténuée par l'utilisation de semences améliorées, l'adoption par nombre de ménages agricoles de nouvelles pratiques agricoles (rotation culturale avec légumineuses, semis en ligne et/ou sous couvert végétal, sarclage facilité par l'utilisation d'outillages adaptés). Il est important de relever la dynamique d'amélioration enclenchée grâce aux innovations introduites, l'appui conseil régulier des agents des STD (moniteurs, agronomes, animateurs ruraux) et de l'équipe du PRODAT. Dans le cadre de l'appui à la production locale de semences améliorées, des inspecteurs semenciers sont présents au plus près des producteurs de semences. Ils fournissent un appui régulier aux producteurs de semences et contribuent ainsi à la production locale de semences de bonne qualité. On note également une circulation des semences entre agriculteurs consolidée progressivement, que ce soit par la vente ou « le crédit de semences » (localement appelé métayage).

Tous les bassins de production sont actuellement pourvus en producteurs de semences qualifiés. Toutefois, en dehors des producteurs de semences, on trouve peu ou pas de fournisseurs d'autres intrants et d'outils/équipements agricoles dans les bassins de production, malgré l'intérêt croissant des agriculteurs. En plus d'un travail de vulgarisation (comme dans le cas des sacs triple ensachage, houe binette, faucille ou autres outillage/équipement adapté), la facilitation de la mise en relation d'affaires entre OPA et fournisseurs d'intrants/petits équipements agricoles (résidant à Kisangani ou ailleurs) demeure un défi sur lequel le PRODAT se penche.

Le taux d'adoption de la pratique de la rotation culturale continue de progresser de manière conséquente. On parle de changement de comportement passant d'une agriculture itinérante sur brûlis à une agriculture plus sédentarisée orientée vers l'agro écosystème. Ces transformations dans la gestion des exploitations demandent du temps pour être durable : il ne s'agit pas de bouleverser du jour au lendemain ce que fait déjà un ménage mais de l'amener progressivement à améliorer sa façon de faire. Avec une valeur de base de 8%, la progression à 55.6% est encourageante et indique la direction à suivre pour inverser progressivement les phénomènes de dégradations observables.

Le niveau de représentation des femmes dans les organes des OPA reste élevé et se rapproche de la cible (50 %). Les différentes actions de promotion féminine (sensibilisation, renforcement de capacités dont programme d'alphabétisation, revue des textes légaux des OPA imposant la parité dans les comités directeurs) y ont en grande partie contribué. Néanmoins, il y aurait lieu de mieux comprendre la teneur de cet indicateur, notamment en considérant distinctement les OP mixtes et le OP féminines (le même poids étant donné à cet indicateur quel que soit la nature de l'OP).

L'hypothèse d'un impact positif de l'amélioration des revenus des exploitations familiales et ceux des entreprises rurales de la zone d'intervention sur la compétitivité, l'attractivité et l'accès des productions et produits aux marchés reste crédible mais conditionnées par l'aspect évacuation des productions

agricoles. L'amélioration des systèmes agraires, avec la prise en compte des besoins différenciés des hommes et femmes (répartition des charges de travail et des revenus), est toujours de nature à contribuer à l'amélioration des revenus des producteurs et à la réduction de la pauvreté, avec des signes visibles (toitures en tôle, panneaux solaires, moyens de transport motorisés, accès à la scolarité et aux soins de santé, amélioration de la ration alimentaire).

L'approche de mise en œuvre des activités permet de s'assurer de la durabilité des actions menées. Il s'agit d'une approche de plus en plus participative, qui responsabilise plus les acteurs bénéficiaires.

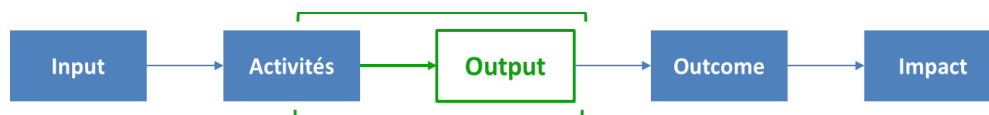
En outre, le recentrage de l'intervention sur des organisations (coopératives, associations de base, groupements, ...) œuvrant dans les chaînes de valeurs ajoutées retenues et actifs dans les bassins de production à fort potentiel identifié permettra d'accroître de manière significative la probabilité de réussite en termes de production et de commercialisation sur des marchés compétitifs.



Remise de tricycles aux associations primées pour le transport de produits



4.2 Performance de l'output 1



4.2.1 Progrès des indicateurs

R1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales

Tableau 2 : Les indicateurs de l'output – résultat 1

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	KPI	Commentaires
Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles	10 %	70 %	80 %	4	La mobilisation des inspecteurs semenciers dans la zone à travers la fiche action SENASEM a rassuré les producteurs sur la qualité des semences améliorées et poussé à leur utilisation
Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusées auprès des OP et des exploitations familiales	Semis en ligne 3%	80 %	68 %	3	L'approche FBS a sensibilisé l'importance du respecter les pratiques améliorées
	Semis sous couvert végétal 0%	50 %	46 %	3	
	Agroforesterie 2%	30 %	9 %	1	Faible accompagnement des agriculteurs aux activités spécifiques sur l'agroforesterie
Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA	Accès aux semences 14%	80 %	85 %	4	Présence des agri-multiplicateurs et leur réseau dans la zone
	Appui à la commercialisat° 7%	30 %	70 %	4	Mise en place des bureaux de vente et les ventes groupées

4.2.2 Analyse de la réalisation de l'output

De manière globale, on note une évolution positive des indicateurs objectivement vérifiables (IOV) que ce soit par rapport aux valeurs de base ou à la cible finale à atteindre. En effet, dans les zones d'intervention du PRODAT et plus particulièrement dans les bassins de production retenus, un cadre favorable à l'amélioration des systèmes de production agricole a été mis en place depuis le démarrage de l'intervention : réseaux d'agri multiplicateurs et de pépiniéristes installés dans les bassins et produisant des semences et plants de qualité, découverte/apprentissage par les producteurs de nouvelles techniques et outils agricoles plus efficaces, dispositif d'appui conseil rapproché (moniteurs agricoles et inspecteurs semenciers relevant des STD, référents techniques et animateurs endogènes aux OPA) permettant de travailler à la fois sur les aspects techniques et sur le développement organisationnel. La dernière année du PRODAT (2022) a permis d'améliorer et consolider davantage la fonctionnalité de ces différents systèmes. De ce qui précède, on relève un changement notable dans les systèmes culturels pratiqués, avec un abandon progressif mais pas encore suffisamment marqué de

l'agriculture itinérante sur brûlis au profit d'une certaine sédentarisation.

L'évolution positive de la plupart des indicateurs s'explique par une disponibilité et un accès accru aux semences de meilleure qualité à travers le réseautage des agri multiplicateurs (renforcement du fonctionnement de 6 réseaux d'agri-X) et l'adoption de nouvelles variétés mieux adaptées au changement climatique permettant deux saisons agricoles par an au lieu d'une seule auparavant.

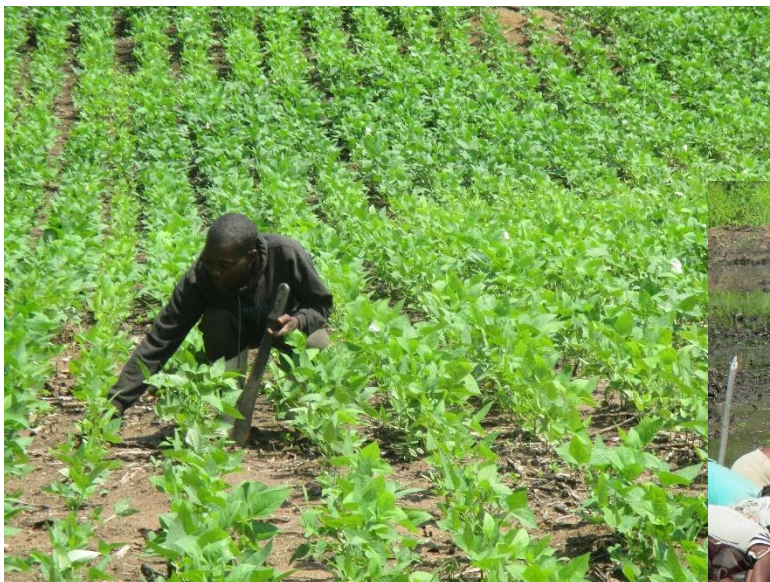
Pour le cas des semences, activité centrale de la stratégie de développement du PRODAT, des questions de fond telle que l'économie de la filière, l'adéquation annuelle de l'offre et de la demande et la commercialisation des semences persistent car elles n'ont pas encore trouvé de solution satisfaisante.

Les changements en matière de pratiques agricoles améliorées sensibles à l'environnement sont perceptibles à ce stade final de la mise en œuvre du PRODAT. Les résultats obtenus avec l'approche CEP combinée au Farmer Business School (FBS) sont très encourageants et appréciés : les groupes formés et les producteurs concernés poursuivent la mise en œuvre des acquis de formation (semis en ligne, semis sous couverture végétale, utilisation de semences de qualité) et pour certains développent des activités annexes (travaux communautaires, mise en place d'initiatives solidaires) pour une meilleure durabilité de leur groupe. Une certaine réplication des pratiques commence à s'observer chez des producteurs voisins, non membre des groupements.

Les contraintes principales qui persistent dans l'approche CEP sont essentiellement :

- le manque de mobilisation des agents de l'ITAGRI,
- la présence d'insectes ravageurs et de maladies non-identifiées.

Les organisations paysannes agricoles sont des acteurs fondamentaux dans le développement des filières ciblées (riz, maïs, manioc et huile de palme). Les achats et ventes groupés font partie des services de base qu'une association est sensée rendre à ses membres. Si les indicateurs de ces données sont encourageants (85% pour l'accès aux semences et 70% pour l'appui à la commercialisation) ; ils ne sont pas suffisants pour parler d'une évolution positive du dispositif d'accompagnement et d'appui conseil porté par les OPA. Le rôle des OPA est considéré comme essentiel dans la stratégie mise en œuvre par le PRODAT. Il est donc crucial pour le Programme de réaliser un accompagnement de qualité de celle-ci afin d'assurer leur développement efficace et durable allant vers une viabilité et une autonomie accrue. Le recentrage géographique des activités réalisé en 2022 et la réduction du nombre d'OPA (de 267 à 103) a permis aux OP retenues de se renforcer et d'évoluer vers une position d'acteurs efficaces et reconnus dans leurs domaines d'intervention.



Semis en ligne



Témoignage sur l'agriculture durable

*Monsieur François Lingofiya
Agriculteur à Yaosenge*

J'ai plusieurs années d'expérience dans ce métier d'agriculteur. Avant l'arrivée du PRODAT, je changeais de champ chaque année. Je n'étais pas stable et cela me coûtait beaucoup pour ouvrir un nouveau champ. J'utilisais également une semence de riz qui avait un cycle de 6 mois et c'était long. Avec ça je ne produisais que deux fois par an et je gagnais peu.

Ma façon de travailler a changé grâce à PRODAT. C'est PRODAT qui m'a encouragé à pratiquer l'agriculture durable, et les membres de notre association aussi ont emboité le pas. Aujourd'hui nous pratiquons l'agriculture durable pour réduire la menace sur la forêt ; cela fait cinq ans que je cultive sur un même terrain.

D'autre part, la semence améliorée mise à disposition par Enabel à cycle court me permet de produire jusqu'à trois fois l'an et la production est meilleure que celle d'avant. Lorsque notre production a augmenté ; Enabel, à travers son programme PRODAT, a encadré la construction d'un dépôt pour que les membres de notre association puissent stocker leur production. Ce hangar a permis à l'association de faciliter la vente groupée de nos produits agricoles. Lorsque nous n'avions pas de dépôts, nous vendions nos produits à une mauvaise période et nous gagnions peu. Aujourd'hui grâce à ce dépôt et à la vente groupée, les membres de notre association ont plus des revenus. Cette évolution a permis à chaque membre de notre association d'améliorer son logis en construisant une maison en tôle mais également, nous avons amélioré le confort dans nos maisons en achetant des chaises et des matelas.



Magasin de stockage modèle1

Témoignage sur les techniques améliorées et la gestion

*Louison Alenge Walo
OP AMANI Rénové, PK 33 Bayoge*

J'ai appris à cultiver depuis l'enfance et depuis lors, je cultive les champs. Toutefois, l'activité champêtre n'était pas rentable. Ainsi, à l'avènement de PRODAT, j'ai été bénéficiaire d'une diversité de formation sur les bonnes techniques culturales, sur la gestion d'une exploitation agricole, le travail avec vision ainsi qu'une diversité de semences incluant les plantes pérennes, vivrières et maraichères.

Je me suis mis au travail pour mettre en place les plantations de cultures pérennes et présentement je dispose d'une superficie d'un hectare de cacao et de palmier à huile. Les revenus du champ m'ont permis d'acheter 4 porcs de race améliorée assimilée à la race « Large white » dont un mâle et trois femelles. Présentement une truie a mis bas 4 porcelets, et trois autres sont grosses. J'ai aussi acheté trois machines à coudre pour mes filles qui n'ont pas poussé loin leurs études scolaires. Elles sont en formation à Kisangani chez un maître artisan formateur en coupe et couture.

Vers Bafwasende, j'ai acheté une concession de 5 ha dont une partie va être emblavée en semences de cultures pérennes et une partie en cultures vivrières. PRODAT m'a permis de découvrir le trésor se trouvant dans l'agriculture mais je regrette d'apprendre toutes ces notions pendant que j'ai déjà une soixantaine. S'il était venu pendant que j'étais jeune, je serai déjà riche.

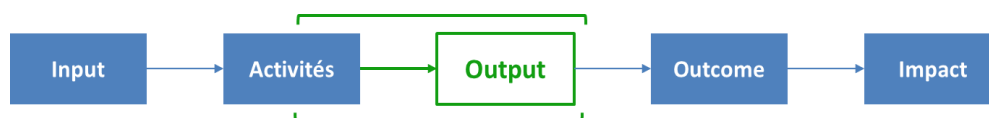


Culture pérenne de palmier à huile



Séchage de fèves de cacao

4.3 Performance de l'output 2



4.3.1 Progrès des indicateurs

R2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés

Tableau 4 : Les indicateurs de l'output – résultat 2

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	KPI	Commentaires
Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu	Riz : oT	1.200 T	581 T	❶	- difficultés dans la collecte des données au niveau des US/UT (accès et justesse des données) - indicateur mal formulé : les données sont collectées au niveau des US/UT installées par le PRODAT alors que certaines OPA encadrées passent par d'autres prestataires de services
	Manioc : oT	300 T	NR		
Quantités de produits agricoles stockées au niveau d'unités spécifiques	oT	800 T	518 T	❷	
Quantités de produits agricoles commercialisées (à travers des circuits maîtrisés)	o T	600 T	453 T	❸	Nette progression de cet indicateur avec l'aboutissement de la signature du contrat BRALIMA

4.3.2 Analyse des progrès réalisés

Au niveau du traitement post-récolte ; maillon valorisation-transformation de la chaîne de valeurs, une véritable dynamique de changement a été enclenchée ces deux dernières années. Malgré la présence de signes encourageant, il reste difficile de parler d'acquis en fin de programme.

Pour les produits transformés, la concurrence des privés de la zone, offrant un service mieux adapté aux besoins locaux (décortiqueuse de capacité élevée/service de transport des produits assuré, etc.), mettent en difficultés les unités installées par le programme. En 2021, l'étude diagnostic réalisée a montré :

- Un taux de panne élevée par manque d'entretien (30%)
- Un mauvais choix stratégique pour certains équipements (vanneuse manuelle, malaxeur huile de palme, décortiqueuse N70 à vis)
- Des infrastructures abritant les équipements vétustes et inadaptées (4 pieux et un toit en tôle)
- Une gestion inexistante des déchets générés par les UT

Pour remédier à cette situation, le PRODAT a contractualisé avec l'IITA pour renforcer les ressources mises à disposition des unités afin d'atténuer les contraintes énumérées ci-dessus. Cette prestation a permis de former 40 opérateurs machinistes, 8 maintenanciers, renforcer 24 OPA et signer 22 contrats de performances. Le contrat de performances est un nouveau concept pour formaliser la contractualisation entre les OPA et les jeunes gérants formés. Ce contrat reprend les éléments suivants : la propriété, les modalités d'exploitation, la régularité des activités, les modalités de répartition des bénéfices, ...

Au niveau des unités de stockage, un effort reste à fournir dans la tenue des outils de gestion simplifiés et la régularité dans le remplissage des documents. Il serait également intéressant de poursuivre le renforcement sur les techniques de stockage et en gestion de stock. En effet, l'évolution vers une agriculture contractuelle exige le respect de normes « produits » et d'hygiène pour accéder à certains

marchés et aboutir à la signature d'un contrat.

Les expériences d'opération de ventes groupées de produits agricoles et de crédit stockage (réalisées en 2017-2019 par des partenaires locaux via des conventions des subsides) ont été capitalisées et reconduites au niveau de 9 bureaux de vente (adossés à des unités de stockage). Les actions menées à travers la CdS EUCORD pour organiser le circuit de commercialisation et nouer des relations d'affaires avec des clients localement importants ont abouti à la signature d'un accord avec la Bralima pour l'approvisionnement de 1200T de riz. La mise en place des AVEC (Association Villageoise d'Economie Communautaire) permettant d'obtenir des crédits et de décaler la vente des produits agricoles a contribué au renforcement de cette activité.

Néanmoins, l'écoulement des productions demeure fortement lié à la problématique du transport, du désenclavement (promotion de la multimodalité et de la dynamique d'entretien local) et des nombreuses tracasseries (taxes à répétition). Pour atténuer la problématique du transport, 10 tricycles ont été mis à disposition d'OPA dynamiques identifiées sur base de critères d'affectation transparents établis comme :

- OPA faisant partie des bureaux de vente ou munie d'un centre multiservices ou encore OPA ayant participé activement à la vente groupée
- être basé dans un site où les routes permettent une circulation fluide des engins de transport/Être basé dans un carrefour où l'on regroupe des produits pour la vente et/ou l'évacuation (ports, marché d'importance, ...)
- posséder un volume de transaction supérieur à 10T
- avoir une bonne tenue des outils de gestion, une capacité financière suffisante, une participation active des membres aux activités de l'OP



Résultats formation ECOL-Agri

Témoignage sur la vente groupée



*Monsieur Jean-Marie Nika
Président du collectif Likundu
Secteur Balinga-Lindja/Territoire d'Opala*

« C'est pour la première fois depuis que j'ai commencé à produire et vendre mes récoltes que j'expérimente la vente organisée de mes récoltes. Avant nous étions habitués de vendre de manière dispersée mais grâce à l'initiative de PRODAT à travers le bureau de vente, nous avons pu organiser la vente groupée. Cette opération consiste à rassembler les produits agricoles des paysans en vue de les aider à écouler au moment opportun et à un bon prix. Ceci nous donne l'accès aux sûretés.

J'avais 2000 kg de paddy que j'ai amené au bureau de vente du collectif. Au moment du dépôt, je pouvais gagner 600 000 fc soit 300Fc/Kg pour toute ma récolte. Lorsque j'ai amené mon produit pour une vente commune, le collectif à travers sa faitière, m'a remis une avance de 150 000 fc. J'ai patienté et après 3 mois, mes produits ont été vendus au prix de 900 fc/Kg soit au total pour mes 2000 Kg, 1 800 000 fc. Malgré que la faitière ait récupéré 5% du prix de vente, je trouve que j'ai doublement gagné. L'argent que j'ai gagné en une seule vente m'a permis d'acheter les tôles et construire complètement ma maison. Ce système nous permet de lutter contre le phénomène des LOLEMA (les acheteurs provenant des grandes villes) et TOKULEMBELE.

Ce que je retiens ici est que cette expérience de vente groupée a permis de :

- Réglementer les prix de nos propres produits agricoles entre producteurs ;*
- Regrouper les produits pour une vente opportune ;*
- Unification des producteurs ;*
- Mise en relation des producteurs avec les marchés ;*
- Éviter les intermédiaires dans la vente de nos produits agricoles.*

Témoignage AVEC

*Madame Mireille Baraka
Présidente de l'association Maman TOLAMUKA
Village Yaosenge*



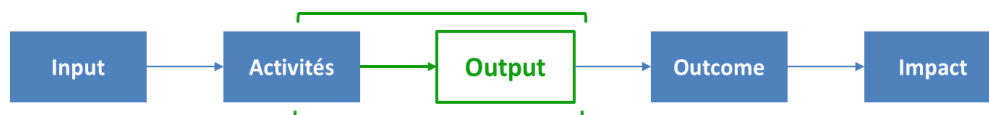
Je suis institutrice et pratique également le travail au champ. En 2017, nous avons eu l'idée de créer une association féminine. L'idée, au début, était de réunir les femmes de notre village au sein d'un cadre où nous pourrions discuter et trouver des solutions à nos besoins socio-économiques.

En 2018 PRODAT a commencé à nous accompagner. Avant PRODAT, nous utilisions des itinéraires techniques traditionnelles avec un faible rendement : semis en vrac, des semences non améliorés... Avec l'arrivée du PRODAT, on a commencé à utiliser d'autres itinéraires techniques comme le semis en ligne, la culture du bas – fond et l'utilisation de la semence améliorée, l'entretien d'un germeoir. Aujourd'hui grâce aux techniques apprises, nous avons augmenté notre production agricole. Actuellement, nous avons 5 ha sur lesquelles nous avons planté du manioc, la variété « Obama » vulgarisée par Enabel et la production s'annonce bonne. Enabel nous a également appris comment épargner notre argent, en formant une association villageoise d'épargne et de crédit « AVEC ». Auparavant nous organisions des « tontines » mais cela n'était pas une bonne façon d'épargner l'argent car cette approche n'était pas du tout sécurisante. Nous avons adopté l'approche « AVEC » car elle permet à tous les membres d'être au courant de l'évolution de leurs épargnes et beaucoup de membres ont commencé des activités génératrices des revenus grâce au crédit qu'ils ont pris dans l'AVEC. Dans un intervalle de 7 mois, l'AVEC nous a permis de mobiliser 3.700.000 FC (1.850 USD). Notre association s'est dotée d'une pharmacie que nous avons financée grâce à l'approche « AVEC ». Actuellement dans notre village d'autres personnes sont venues pour apprendre comment est-ce qu'on organise une « AVEC ». C'est ainsi qu'actuellement il y a trois autres AVEC qui se sont créées et toutes évoluent très bien. Avec cette approche les membres ont amélioré leurs conditions de vie, nous n'avons plus de problèmes pour payer la scolarité de nos enfants, ça nous permet d'avoir des projets et de le financer.



Formation des formateurs en entrepreneuriat agricole

4.4 Performance de l'output 3



4.4.1 Progrès des indicateurs

R 3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole

Tableau 6 : Les indicateurs de l'output – résultat 3

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	KPI	Commentaires
Indice de satisfaction des OPA pour les services rendus par les services techniques	21 %	80 %	90 %	4	La proximité des moniteurs agricoles à travers la mise en œuvre des fiches actions CEP/OPA, lettre d'ententes, avec la notion de performance, a renforcé la perception de cette satisfaction

4.4.2 Analyse des progrès réalisés

Depuis 2020, le suivi de l'indicateurs de l'output 3 qui a atteint la cible finale montre une stabilité dans le temps ce qui est un signe prometteur d'une évolution acquise.

Au début de l'intervention, les appuis les plus significatifs apportés aux STD se faisaient sous forme de CdS et consistaient à faciliter leur présence au plus près des OPA et ménages agricoles pour assurer la mise en œuvre d'appuis conseils et de coaching des agents de terrain. L'approche choisie de renforcement de ressources endogènes au sein des OPA encadrées par le PRODAT (techniciens, animateurs) a contribué à la facilitation du travail des STD en se focalisant sur des interlocuteurs spécifiques et en réduisant la fréquence des visites.

2021 a été un tournant dans cet appui basé essentiellement sur des transferts de ressources financières en échange d'une prestation de service pour évoluer vers un renforcement de capacités dans le cadre d'un apprentissage par l'action en préparant ces services puis en les associant aux activités PRODAT qui les concernent (lettre d'ententes). Cette approche basée sur des chantiers et livrables est plus spécifique et ponctuelle. La notion de performance introduite est devenue source de motivation d'un travail bien fait.

En juin 2021, l'IPDR a signé sa 1^{ère} lettre d'ententes basée sur la performance pour la mise en œuvre des activités de formation en entrepreneuriat agricole (FBS et ECOL-Agri). Au total 278 OPA formées (218 sur l'approche FBS et 60 sur l'approche ECOL-Agri) soit 5611 producteurs accompagnés dont 29% de femmes. L'activité s'est clôturée en décembre 2022 par une cérémonie de remise de diplômes : (17 agents IPDR reconnus formateurs FBS et 5 reconnus formateurs ECOL-Agri). Cette reconnaissance permet de disposer de personnes ressources nationales pour multiplier l'expérience et poursuivre l'approche FBS/ECOL-Agri au sein de la Tshopo.

L'approche est fondée sur l'apprentissage par l'expérience et a pour objectif de faire en sorte que les agriculteurs se considèrent comme des **entrepreneurs** et des **investisseurs**. Cela est la condition

essentielle à l'adoption de nouvelles techniques, à la mise à profit des possibilités commerciales et aux investissements dans la production agricole, afin d'améliorer la productivité et la qualité de la production, la diversification des revenus familiaux et la nutrition.

Dans le cadre du partenariat avec le SENASEM, des inspecteurs semenciers ont été déployés dans les bassins de production. Leur présence régulière auprès des producteurs de semences contribue à renforcer les compétences de ces derniers en technologie semencière et de renforcer la légitimité des réseaux d'agri-multiplicateurs. La relation entre le service de contrôle des semences et le producteur évolue aussi par ce biais : d'une position de contrôleur de la semence, le SENASEM est perçu actuellement par le producteur comme le conseiller en matière de semences.

Sur d'autres thématiques, comme la capitalisation, les résultats restent mitigés faute d'agents outillés sur ces questions.

Cérémonie de remise des certificats.

PAPIER DE PRESSE

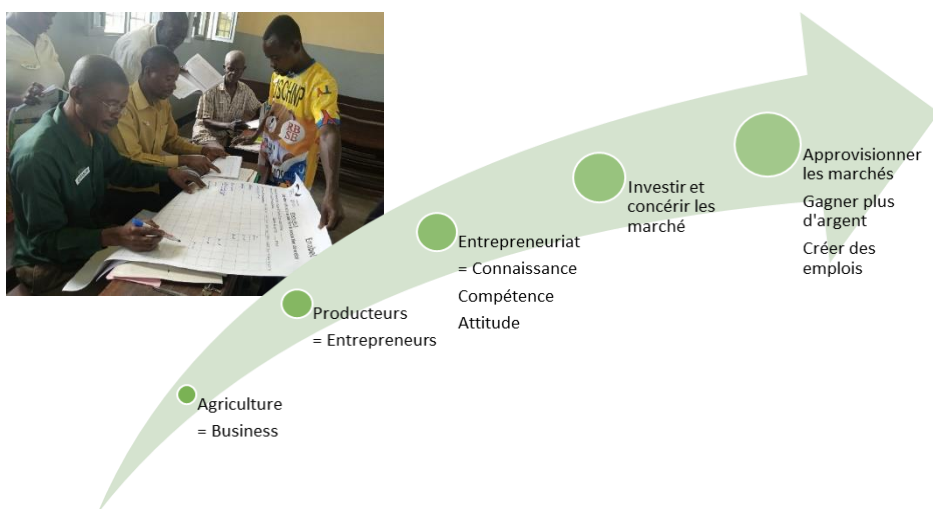
Lundi, le 5 décembre 2022

22 AGENTS DU DEVELOPPEMENT RURAL FORMES A L'APPROCHE FBS ET ECOL-AGRI RECOMPENSES PAR L'AGENCE BELGE DE DEVELOPPEMENT DANS LA TSHOPO

TSHOPO, KISANGANI - Depuis 2020, le « Programme de Développement Agricole de la Tshopo », programme de l'Agence Belge de Développement (Enabel), a introduit l'approche « Farmer Business School » ou FBS dans ses territoires d'intervention : Banalia, Isangi et Opala.

C'est dans ce cadre que des certificats et 30 vélos ont été remis aux agents du Développement Rural diplômés « formateurs FBS/ECOL-Agri » au cours d'une cérémonie qui s'est tenue à Kisangani le 05 décembre 2022 au sein des bureaux Enabel.

L'École d'Entrepreneuriat Agricole (EEA) ou Farmer Business School (FBS) est une approche développée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) dans **le but de promouvoir l'entrepreneuriat et les aptitudes commerciales des petits exploitants agricoles**. L'approche est fondée sur l'apprentissage par l'expérience et a pour objectif de faire en sorte que les agriculteurs se considèrent comme des **entrepreneurs** et des **investisseurs**. Cela est la condition essentielle à l'adoption de nouvelles techniques, à la mise à profit des possibilités commerciales et aux investissements dans la production agricole, afin d'améliorer la productivité et la qualité de la production, la diversification des revenus familiaux et la nutrition.



Au total, **278** organisations de producteurs ont été formées et **5.611** producteurs accompagnés. Au niveau des appuis opérationnels complémentaires, le PRODAT possède trois grands axes d'activités :

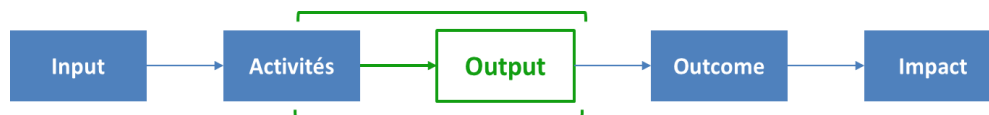
- Renforcement des services de proximité offerts aux producteurs (accès aux semences de qualité avec la constitution de 6 réseaux d'agri-multiplieurs, installation de 96 Champs Ecoles paysans, 6 boutiques d'intrant, professionnalisation de 278 organisations paysannes avec l'amélioration de la qualité des services offerts à leurs membres et une meilleure gestion des activités menées)
- Amélioration la compétitivité des filières à travers des services de conservation, de transformation et de commercialisation (construction de 19 magasins de stockage, mise en place de 16 centres multi-services, 9 bureaux de vente, création de 37 Association villageoise d'Epargne et de Crédit « AVEC », évolution vers l'agriculture contractuelle par la signature d'un contrat avec la BRALIMA) ;

- Renforcement des capacités des acteurs publics provinciaux (37 motos fournies, 10 ordinateurs et 69 vélos, signatures de 09 conventions de subside et 3 fiches activités pour un montant de 853.028 €)

Ces appuis combinés ont permis une augmentation de la production de riz, manioc, maïs et huile de palme dans les zones d'intervention, ainsi que l'offre des produits dérivés de ces filières et l'accès au marché.

Cette activité est réalisée dans le cadre du soutien de la Belgique à la population congolaise dans le secteur de l'Agriculture.

4.5 Performance de l'output 4



4.5.1 Progrès des indicateurs

R 4 : Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques

Tableau 8 : Les indicateurs de l'output – résultat 4

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	KPI	Commentaires
Nombre de cadres concertations fonctionnels	0	15	NR 3 (2021)	0	Le processus d'appui aux dynamiques de concertation locale se poursuit mais les résultats sont surtout concrétisés pour l'antenne Isangi qui est la seule à posséder un agent en DL
Nombre d'éléments thématiques diagnostiqués	0	5	5 (2021)	4	Cible atteinte en 2021 et 2022 a permis une consolidation à travers la production et la restitution du référentiel de zone d'Isangi
Nombre de plans d'actions prioritaires (PAP) conçus et mis en œuvre	0	9	5	2	Non mise en œuvre de l'approche retenue pour atteindre la cible de 9 PAP par manque de moyen financier
Niveau de praticabilité des tronçons principaux	Routier : 0%	100 %	35 %	1	4 ouvrages réalisés. Les autres aménagements identifiés sur l'axe Isangi-Yaboseo (ponts et dalots) ont été abandonnés faute de moyens.
	Fluvial : 0%	100 %	125 % (2021)	4	Cible atteinte dès 2021. La clôture anticipée du PRODET n'a pas permis de nouvelles planifications

4.5.2 Analyse des progrès réalisés

Ce résultat a évolué au cours de la mise en œuvre du programme passant de « *Les structures de coordination et concertation sectorielle au niveau de la Tshopo sont renforcées* » à « *Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques* » lors de la phase de transition.

La concertation agricole dans les territoires et secteurs a été antérieurement appuyée par différents programmes mais avec des résultats très mitigés (peu ou pas d'opérationnalité). En partant de ce constat, PRODAT a tenté de faciliter la concertation locale, à titre de test, en tirant des leçons des expériences antérieures et en valorisant au mieux ce qui peut l'être. Les actions conduites par l'antenne Isangi du programme provincial Enabel en mobilisant les acteurs locaux dynamiques, en valorisant les tentatives de concertation, en construisant une vision de développement local pourront servir à la mise en œuvre du nouveau portefeuille 2023-2027.

Les valeurs finales obtenues pour cet output affichent la situation suivante :

- Une difficulté dans la mise en place des cadres de concertation fonctionnels au sens formel des structures d'encadrement. La formalisation conduit à des lourdeurs administratives/revendications de prise en charge qui freinent le bon déroulement de ces cadres. La zone d'intervention du PRODAT englobe trois territoires (Isangi, Banalia et Opala). Il était prévu l'appui-accompagnement de 15 cadres

de concertation, en raison de 5 cadres par territoire. Le territoire d'Isangi, territoire pilote du DL/DT bénéficiant d'une assistance technique dans le domaine, a assuré l'appui -accompagnement de 3 cadres de concertation correspondant à un taux de réalisation de 60%. Il est à noter que le fonctionnement de ces cadres a permis la résolution de certains problèmes locaux dont quelques conflits fonciers (cadre de concertation du Secteur de Babelota qui a résolu un conflit foncier opposant deux villages).

- Dans le cadre de l'approche DL, un diagnostic complet du territoire d'Isangi a permis d'établir le référentiel de zone avec le recours d'une expertise externe. La méthodologie de ce diagnostic basée sur la tenue de focus groupe, atelier participatif, rencontre et collecte de documents a pris une année. La restitution et formation à l'utilisation du référentiel renfermant une série de données a permis de formuler 5 plans d'actions prioritaires sur 9 cibles.

- Les principales bonnes pratiques en matière de genre ont été identifiées (répartition équitable des tâches et des revenus agricoles, allègement des travaux, gestion entrepreneuriale, représentation des femmes dans les instances de décision) et leur diffusion entamée (messages radiophoniques, mise en scène, affiches...). Les cycles d'alphabétisation dispensés et indispensables pour consolider les initiatives entrepreneuriales ont remporté un vif succès. Ces formations ont permis à près de 600 femmes issues des zones d'interventions d'apprendre à lire et écrire et de réduire la situation de précarité de la femme de la Tshopo.

- jusqu'en 2021, le PRODET qui appuyait l'aménagement du réseau multimodal, devant permettre une évacuation plus aisée des productions agricoles, mais n'a pu répondre pleinement aux attentes (cf. indicateur « Niveau de praticabilité des tronçons principaux »). Le PRODAT a été appelé à prendre la relève sur ce point en se focalisant sur les dynamiques locales. Dans ce sens, certaines initiatives ont été menées avec des OPA pour l'aménagement de certains tronçons (liés à des magasins de stockage de 1^{ère} catégorie). Pour ce volet fondamental pour l'atteinte de l'objectif du PRODAT, le recours à des ressources humaines additionnelles était préconisé mais faute de temps, le processus n'a pas abouti (cf. DTF additionnel : 3 Ingénieurs infrastructure et 1 Expert mobilité fluviale).

Témoignage alphabétisation

Maman Basuli Feza
Yanonge/ Territoire d'Isangi

J'ai été retenue parmi les femmes de mon association qui devaient suivre la formation sur l'alphabétisation dans le cadre des activités d'Enabel. Mes parents ne m'ont jamais envoyée à l'école. Aujourd'hui, après quatre mois de formation, je sais lire et écrire. Je sais calculer en utilisant les 4 opérations fondamentales.

J'en suis fière parce que je suis l'objet d'un peu plus de considération non seulement vis-à-vis de mon mari mais aussi au sein de mon association comme en dehors de celle-ci. A la maison, mon mari ne laisse plus traîner n'importe où ses correspondances secrètes car il sait que je vais lire.

Au sein de mon association, j'ai désormais un mot à dire et on me confie quelques responsabilités que je ne pouvais pas assumer auparavant. Dans le cadre de mes affaires personnelles, quand je m'engage dans une ristourne par exemple, tout est bien noté sur un carnet pour ne rien oublier. En tout cas je suis fière et je souhaite qu'Enabel organise une autre formation d'approfondissement qui comporterait un cours de français, car j'aimerais aussi parler français.



Cycle d'alphabétisation

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Un plan de synergies avec les autres interventions de la Tshopo : EDUT/PADP/PLVS a été élaboré. Si l'année 2022 a permis de concrétiser certaines activités ; le taux d'avance de mise en œuvre de ce plan reste bas et nécessite une révision.

EDUT-PRODAT

Les synergies/complémentarités avec EDUT étaient développées à travers un plan spécifique et sont à présent insérées au résultat commun relatif à l'approche DL. Des actions en termes d'accueil de stagiaires, visite auprès d'activités menées par les OPA, appui aux AGR et champs d'application ont été notamment poursuivies. Un accent particulier est mis sur l'insertion professionnelle en milieu agricole, dont : accompagnement des producteurs (au sein d'un STD ou d'une OPA), maintenance des équipements de transformation.

La mise en place de chantier école pour la réhabilitation des voies de desserte agricole est une réussite de l'année 2021. Par contre la formation de jeunes accompagnateurs en entrepreneuriat pour appuyer les OPA dans leur gestion, prévu dans le deuxième semestre, a pris du retard et se reporte sur 2022.

Au même titre que la valorisation des élèves menuisiers dans la fabrication des signaux de balisage en bois et d'ouvrages d'art ; une valorisation des élèves en mécanique pour la maintenance/réparation d'équipements agricoles est attendue pour 2022.

PADP/PLVS (projet santé) – PRODAT

L'aspect nutritionnel est abordé avec le PADP, qui porte une étude sur les déterminants sociaux de la malnutrition dans la province de la Tshopo. Les outputs de cette étude devront permettre de sensibiliser les ménages agricoles sur les bonnes habitudes alimentaires (à travers des foyers d'apprentissage et réhabilitation nutritionnelle), qui disposent à présent d'une production alimentaire diversifiée suite à l'intervention du PRODAT.

Les interactions entre ces deux secteurs « agriculture et santé » pourtant évidentes sur la promotion de la sécurité alimentaire et les aspects nutritionnels ont peu progressé. Une réflexion à chaud de ce constat : la séparation géographique des équipes (les programmes sont logés dans des bureaux différents contrairement à EDUT et PRODAT) et le choix des CdV appuyées par PRODAT (riz/manioc/huile de palme/maïs). L'introduction de la diversification des cultures (soja, arachide, haricot) et l'installation envisagée de jardin de case au niveau des centres de santé avec un service maternité vont permettre de relancer cette dynamique.

Des éléments nutritionnels utilisés et fournis dans le cadre des programmes « santé » ont été intégrés dans le manuel de formation en entrepreneuriat agricole (Farmer Business School), afin d'illustrer de manière pratique et adaptée au contexte local l'aspect « Gérer l'exploitation agricole pour assez de nourriture »

Pour ce qui est des sensibilisations en milieu rural sur les violences sexuelles et le VIH/sida ; ces activités se sont déroulées plus ou moins conformément au planning.

PROGRAMME AGRICOLE DE LA RDC - PRODAT

Une synergie sur la mutualisation des moyens a été respectée (étude sur la filière palmier à huile, mission backstopping, évaluation finale projet agricole) mais les échanges d'expériences prévues n'ont pas pu être reprogrammées suite au manque de moyens financiers lié à la chute de l'EUR (perte de 20% lors de la conversion en \$, monnaie de travail en RDC).

5.2 Avec les projets pour tiers

Le démarrage tout récent du projet GIFT (juillet 2022) et la clôture des activités PRODAT planifiée pour décembre 2022 n'ont pas poussé à concrétiser des synergies évidentes. Toutefois, des orientations ont été impulsées comme un cursus complémentaire sur les approches FBS/ECOL-Agri/CEP en vue de former de futurs maîtres formateurs locaux sur ces thématiques.

5.3 Autres synergies et complémentarités

Des synergies et complémentarités sont en train d'être développées avec deux interventions tournées plus particulièrement vers les aspects environnementaux et forestiers : FOREST/UE-CIFOR et PIREDD-O/PNUD. L'approche développement local/territorial est explorée avec ces deux partenaires et plus spécifiquement avec le PNUD pour le développement local comme l'agence est en charge de l'opérationnalisation du programme national du Développement Local des 145 Territoires.

Un protocole d'accord entre FOREST/UE-CIFOR et Enabel-Tshopo a été signé en septembre 2020 et sa mise en œuvre concerne, notamment pour le volet agricole, la valorisation des agri multiplicateurs et pépiniéristes et le développement de la rizipisciculture dans les bas-fonds. Un atelier de bilan d'avancement de ce protocole s'est tenu en Juillet 2020, donnant des orientations de collaboration et précisant des conseils techniques entre les deux parties.

6 Thèmes prioritaires

6.1 Environnement et changement climatique

La problématique environnementale est centrale dans toutes les activités agricoles de manière à assurer la durabilité des systèmes cultureux, durabilité mise en péril notamment par des pratiques inadéquates telles que le brûlis et une gestion déficiente de la fertilité des sols.

Le PRODAT s'est aligné sur les lignes directrices des programmes « hausse de productivité et sédentarisation des agriculteurs vivriers » et « hausse des rendements et augmentation de la valeur ajoutée des petits exploitants, autour de l'agrégation et des techniques à faible impact sur les forêts ».

Le grand apport du PRODAT dans la Tshopo est naturellement la promotion des techniques agricoles visant la réduction progressive de la pratique de l'agriculture sur brûlis pour l'appui à la production agricole : rotation culturale (intégrant la jachère améliorée), semis sous couvert végétal, agro foresterie, valorisation des bas-fonds. Mais les impacts de ces mesures ne peuvent au mieux être sensibles qu'au niveau local des terroirs impactés tant qu'une généralisation à grande échelle n'est pas atteinte.

La protection de l'environnement est au cœur du programme (recul de l'agriculture sur brûlis et sédentarisation des modes d'exploitation) et reste une préoccupation primordiale pour toute action engagée.

Le PRODAT a travaillé sur les lignes de force suivantes :

- éviter la poursuite de la dégradation des ressources naturelles (sols, forêts, biodiversité) en choisissant des approches, méthodes et produits adaptés
- prendre en compte le fait que l'environnement naturel fragile pourrait remettre en cause les résultats espérés du projet (changements climatiques marqués, inondations, baisses de rendements)
- considérer les aspects environnementaux comme autant d'opportunités pour rechercher des options qui concilient (par exemple) génération de revenus et protection des écosystèmes (cultures associées, fumure organique, rotations, vision globale au niveau des bassins) et explorer de nouvelles voies notamment dans le domaine de l'énergie.

Toutes ces actions entreprises sont conçues puis mises en œuvre en lien avec les services techniques de l'agriculture, les partenaires de recherche & développement, les organisations de producteurs agricoles.

6.2 Genre

La femme est activement impliquée dans toutes les opérations culturales à savoir le labour, le semis, le sarclage, le transport, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Par contre, l'accès et le contrôle des bénéfices du secteur par la femme reste problématique et du domaine du mari.

En 2016, l'état des lieux, fait sur la problématique Genre, avait mis en exergue le faible nombre de femmes sachant lire, écrire et calculer. Ceci entrave leur propension à développer leurs activités et prendre des initiatives/rôles plus importants dans leurs organisations. En réponse à cette contrainte, un premier lot de 386 femmes a pu suivre un programme d'alphabétisation ; une évaluation de niveau avait été réalisée. Celle-ci a donné des résultats encourageants, avec une majorité de femmes ayant effectivement relevé leur niveau. La mise en pratique au niveau d'activités menées notamment dans le cadre de PRODAT (tenue de cahiers de gestion, rédaction de documents) a été suivie et des résultats probants en découlent, comme dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin. Une poursuite du processus d'alphabétisation en 2022 a permis de former un nouveau lot de 277 femmes.

Depuis 2021, des séances de renforcement de capacités spécifiques aux femmes ont été initiées en vue de renforcer leur émancipation et leur prise de pouvoir (FBS/ECOL-Agri). Un regard particulier est posé quant au pouvoir de gestion des vivres et des revenus issus de l'exploitation familiale. Le programme cherche ainsi à promouvoir une prise de décision partagée entre les hommes et les femmes à ce sujet.

La mise à disposition et le test de petits équipements destinés à soulager le travail des femmes se sont poursuivis tout au long du programme : houe-fourche pour le sarclage/enfouissement, faucilles pour la récolte du riz, moulins (manioc, maïs). La mise en place de boutiques d'intrants, portées par des OP féminines a été initiée sous forme soft et toutes les attentes n'ont pas été atteintes suite à une erreur de ciblage pour certains petits équipements trop orientés innovation en oubliant les campagnes de démonstration indispensables (utilisation à travers les CEP).

En plus d'œuvrer pour le renforcement des bénéficiaires en matière de genre, le programme a également organisé une action de renforcement des capacités du staff Enabel. Une formation-action portant sur le genre et le développement a eu lieu, permettant le développement de la sensibilité à la question de genre au sein du staff PRODAT. Pour assurer une meilleure intégration de la dimension genre dans les actions du programme, les bénéficiaires de l'action de formation ont été exposés à la différence qu'il y a entre l'approche d'intégration de la femme au développement, et celle du genre et développement.

6.3 Digitalisation

Dans le cadre de la sécurisation des fonds issus des activités entrepreneuriales agricoles, l'utilisation de la technologie « mobile money » a été préconisée avec un succès limité au niveau des OPA, qui préfèrent investir leurs fonds dans des valeurs refuges (élevage, ...) suite au manque de stabilité (dépréciation) du franc congolais.

Le recours à l'outil Kobo Toolbox initié en 2020 se poursuit avec la collecte des données pour le renseignement du cadre de résultats et autres fins (suivi de la mise en œuvre de la lettre d'intentions IPDR).

Plus récemment, l'approche FBS/ECOL-Agri, qui génère un grand nombre de données à traiter, nécessite une adaptation des indicateurs de suivi/évaluation afin de pouvoir tirer des leçons pour les interventions futures. C'est dans le cadre de cette réflexion, que PRODAT souhaite aller dans le sens de la dynamique actuelle d'utilisation des outils numériques pour faciliter la collecte de données et l'analyse en temps réel sur ses activités. Il s'agit d'associer deux outils :

- D'une part de **KoboCollect**, pour la collecte et mise à disposition des données de suivi et d'évaluation dans les meilleurs délais par les agents des partenaires institutionnels et privés ; tout en évitant les difficultés de manipulation sur terrain avec des calculs intermédiaires (concernant les unités de mesures de surface et de poids par exemple) qui peut produire des incohérences dans le produit final ;

- et d'autre part de **PowerBi**, pour le traitement, analyse et présentation des données collectées sur les différents types d'activités pour l'atteinte des mêmes résultats ; tout en évitant également les manipulations particulières à une situation donnée (concernant le rejet de certaines données d'exploitations dont le résultat est faible voire négatif afin de ne pas tirer vers le bas les évolutions constatées par ailleurs) ou liées à des erreurs de calculs basiques sur Excel ou au double-comptage des bénéficiaires.

Cette adaptation du système de collecte et traitement des données concerne le suivi de toutes les activités du Résultat 2 ; dans les maillons production, stockage/transformation et commercialisation et a été élargie en 2022 à quelques questionnaires d'enquêtes du R1.

6.4 Emplois décents

Les jeunes fuient les travaux agricoles en raison de la faiblesse de rentabilité réelle ou supposée de cette activité, probablement à cause de l'insuffisance de leurs connaissances des techniques agricoles (enseignement agricole déficient). Il en découle un exode rural des jeunes vers les villes à la recherche d'autres emplois et sources de revenus.

Le PRODAT n'a pas spécifiquement une composante « jeune » comme tel. Cependant, il contribue indirectement à la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural par ses interventions dans les domaines suivants :

- l'accompagnement des projets d'entrepreneuriat rural, à la fois dans le domaine de la gestion d'entreprise et sur la maîtrise technique de l'activité.

L'année 2022 a été clôturée par la signature de 22 contrats de performance au niveau de jeunes formés par IITA pour la gérance des unités de transformation et stockage.

7 Durabilité

La gouvernance de la majorité des infrastructures PRODAT est confiée aux organisations bénéficiaires responsable. Elle est de plus supervisée par les STD.

Parmi les infrastructures construites ou réhabilitées avec l'appui de l'Enabel, nous pouvons citer :

- Les entrepôts ou bureaux de vente qui permettent une meilleure conservation des produits des membres des associations et de réaliser les ventes groupées ;
- Les centres multi-services pour abriter les équipements des unités de transformation (en cours de construction).

Dans le cadre de désenclavement de la zone, notons aussi que le programme a appuyé les communautés en petits matériels de cantonnage manuel pour l'entretien des pistes rurales ciblées, le balisage de la rivière Lomami afin de permettre les transactions fluviales des opérateurs économiques (acheteurs des produits agricoles, armateurs...) dans le territoire.

Toutefois, l'état actuel de cette gouvernance suscite des inquiétudes, tant en termes de gestion (efficacité) que de durabilité. En effet, l'examen des entités gestionnaires montre qu'elles ont une santé financière très fragile et des connaissances en matière de gestion et d'entretien limitées°. De plus, les modèles adoptés sont loin d'être optimisés au plan des recettes.

Sans la poursuite d'un fort encadrement orienté sur la gouvernance et la gestion, et sans une amélioration des modèles économiques de gestion de ces unités, on peut donc craindre une détérioration à terme (sans même envisager d'éventuels problèmes de transparence)

En conclusion, il est recommandé de développer un plan de gestion des infrastructures et une stratégie de mobilisation des ressources financières à travers le budget de service (pour les institutions publiques) ou à travers un business model rentable (pour les OPA)

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Succès enregistrés	Leçons apprises	Changements visés
Le renforcement de capacité à travers l'approche CEP	- Assurer la disponibilité en matériel en temps voulu (intrant, petit équipement, matériel de suivi, fiche support, etc.) - Les activités prioritaires dans la recherche développement doivent être identifiées avec les bénéficiaires (échanges entre chercheurs et producteurs) - Choix judicieux de l'emplacement du CEP - Respecter les critères de sélection des facilitateurs	Renforcer la prise de décision
La disponibilité de semences de qualité adoptées par les ménages agricoles	- Approche « pull » de la filière axée sur la demande - Professionnalisation des agri multiplicateurs - Le réseautage des agri multiplicateurs	Augmenter la productivité
Adoption de techniques améliorées : rotation culturale, semis sous couvert végétal, etc.	- Recours aux expériences sur sites pilotes (champs écoles paysans, bas-fonds, ...) - Canaux de vulgarisation efficaces : parcelles de démonstration, échanges inter-paysans, médias locaux - Encadrement de proximité par les services techniques pour les orientations	Sédentarisation des producteurs
Introduction de nouvelles spéculations dans les bassins de production	- Associer les chercheurs dans la mise en place des CEP - Identifier la disponibilité en semence de qualité - Penser au marché d'écoulement, utilisation	Sécurisation du revenu
Mise en place d'un circuit de commercialisation de ventes groupées	- Réaliser un diagnostic de l'OPA avant de lancer l'activité vente groupée (ne pas sauter les étapes et vouloir aller trop vite) - Prévoir un préfinancement pour l'inclusion des petits producteurs - Réaliser une bonne évaluation de la campagne pour contribuer à la sensibilisation et élargissement de l'assiette des cibles	Améliorer le revenu du producteur
Gestion déléguée des unités de transformation	- Harmoniser les unités de mesure et les modalités de paiements perçus pour la consolidation et analyse des données - Organiser la formation des maintenanciers et machinistes au moment de l'installation des équipements - Rendre opérationnel le dispositif de coaching pour faciliter l'appropriation des compétences - Disposer d'outils en dialecte local (contrat de performance, fiche support, etc.) - Renforcer le marketing (visibilités des OPA)	Opérationnaliser et rentabiliser les unités de transformation Professionnalisation de jeunes
La mise en place des approches FBS et ECOL-Agri	- Former un nombre suffisant de « facilitateurs » au démarrage de l'activité - Être exigeant sur le niveau de formation des facilitateurs et prévoir des recyclages	L'Agriculteur entrepreneur

Succès enregistrés	Leçons apprises	Changements visés
	- Insister sur la bonne compréhension du côté bénévole de l'approche pour les cibles - Certification des formateurs pour la reconnaissance de leur statut	
Installation des AVEC	- Mettre en place un dispositif d'accompagnement rapproché des AVEC - Adapter la durée du cycle en fonction des besoins de la population cible (campagne culturelle, etc.)	Renforcement de l'autonomie économique de la femme
Cycle d'alphabétisation	- Initier cette activité en début de programme afin de renforcer/améliorer la réussite des autres actions - Assurer un mécanisme de suivi des apprenants après la formation de base - Organiser un diagnostic institutionnel participatif du niveau d'instruction général	Epanouissement social et économique de la femme paysanne et rurale
Renforcement de capacités des agents des services techniques	- Identifier les bons services techniques (rôle régalién, fonction, responsabilités) - Sélectionner les agents à renforcer sur base de critères transparents (procédure d'identification à mettre en place) - Utiliser le renforcement de capacités dans le cadre de l'apprentissage par l'action en préparant puis en associant les agents aux activités du programme - Reconnaissance/certification des compétences renforcées (diplômes, attestations)	Les services publics jouent pleinement leur rôle

8.2 Les échecs

Défis/difficultés rencontrés	Leçons apprises
Viabilité des OPA encadrées	- L'encadrement d'un nombre élevé d'OP insuffisamment ciblées (référentiel diagnostic) et géographiquement éparpillées rend le travail de proximité impossible.
Modèles à répliquer	- Le manque de stratégies d'approche prédéfinie, de vision claire (distribution d'équipements de transformation, unité de stockage) et la multitude d'activités ont entraîné une dilution des résultats et un manque de consolidation
Données fiables	- La performance du système S/E est la clé pour un pilotage aisé et stratégique (prise de décision et réorientation si nécessaire)
Matériel végétal de base de qualité	- Impliquer les responsables de la coordination du secteur agricole (IPAPEL, MinAgri) - Activer le réseau intra-INERA en regard de la spécialisation de chaque station pour les différentes spéculations
Instauration d'un circuit de communication efficace	Interne ENABEL - Les retards dans le traitement des dossiers MP et le paiement des factures sont issus en partie d'un manque de structuration systématique du circuit des dossiers - L'identification et la communication sur les points critiques dans le traitement des dossiers MP/CdS permet de gagner du temps - Les échanges réguliers entre opérationnels et administratifs facilitent le respect des planifications

	- Une capitalisation simplifiée et régulière (note d'orientation) évite de répliquer des erreurs Avec le partenaire - Communiquer avec le partenaire permet d'assurer la durabilité des réalisations - La mise en place de comités de concertation est un lieu d'échange pour coordonner les activités - L'organisation de focus groupe / atelier participatif renforce l'adhésion
Décalage temporel dans le renforcement des maillons des CdV soutenues (production/transformation/commercialisation)	- La vision CdV doit être globale pour évoluer et jouer son rôle de développement économique - Pour un bon fonctionnement et assurer une rentabilité, les unités de transformation doivent être installées en début de programme. Ces unités seront modulables pour répondre à des productions croissantes - C'est le marché qui tire la production. Il est donc intéressant en début de programme de réaliser une étude de caractérisations des marchés disponibles en quantité et qualité
Dégradation avancée des routes/pistes rendant impossible l'accès de certains bassins de production	- Associer le territoire, ETD au démarrage du processus c'est-à-dire dès l'identification/choix des besoins - Renforcer les capacités des comités de développement local en maîtrise d'ouvrage et gestion des conflits - Evoluer vers une réelle décentralisation et fiscalité locale (mise en place de comités locaux d'entretien équipés et reconnus)
Qualité des infrastructures réalisées (respect des normes et délais de construction)	- Être exigeant sur la qualité des études, DAO...adaptés aux besoins identifiés - I Associer les équipes terrains dans la sélection des entrepreneurs même si le marché est piloté depuis le niveau central (œil sur la réalité du terrain) - Etablir un tableau de satisfaction des entrepreneurs/fournisseurs - Améliorer la planification des infrastructures pré-identifiées

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

➤ *Au niveau de la production agricole :*

Recentrage des activités vers des bassins de productions accessibles et un nombre limité d'OPA avec une approche axée sur la valorisation et la mise en marché des produits

Renforcer l'interaction agriculture – élevage par la stabulation progressive du petit bétail et le développement de la rizipisciculture

Appui à l'intensification agro-écologique via le déploiement d'un dispositif de champs écoles paysans (CEP) de qualité

Diversifier les portes d'entrée : appui direct aux ménages vulnérables avec un focus sur la sécurité alimentaire et la nutrition, appui au OPB orienté sur le fonctionnement et les services de qualité à délivrer et le secteur privé pour les aspects compétitivités des chaînes de valeurs

Renforcer la recherche action participative pour l'introduction d'innovation

➤ *Approche de développement local :*

Renforcer le développement agricole et socioéconomique durable selon une approche territoriale / locale, en mettant l'accent sur l'insertion professionnelle et les dynamiques locales d'aménagement du réseau multimodal (voies de desserte agricole)

➤ *Coordination du secteur :*

Promouvoir la coordination du secteur agricole (par le Ministère Provincial en charge de l'agriculture et l'IPAGRI) afin que chaque acteur essentiel y joue son rôle. Le DPEA est également ciblé, notamment pour la mise en œuvre du PPIA.

➤ *Crédit agricole :*

Développer des synergies et complémentarité avec des interventions spécifiques sur le financement agricole, avec possibilité d'intégration à terme du volet microfinance dans une intervention Enabel.

➤ *Durabilité des actions agricoles :*

Assurer un appui spécifique à l'entrepreneuriat agricole orienté vers les aspects de gestion et une commercialisation à plus grande échelle

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Développer un plus grand professionnalisme dans la gestion des infrastructures et adapter les projets d'infrastructures aux capacités des usagers et des entreprises (coût bénéfice de l'investissement et ingénierie sociale)	Intervention, bénéficiaire
Une bonne collaboration / communication avec le partenaire, les autorités provinciales et communales ainsi que les autres intervenants est essentielle.	Coordination
L'insuffisance de la documentation de données technico-économiques et statistiques des filières ne permet pas de faire des arbitrages objectifs et adaptés aux atténuations des goulots d'étranglement de la filière malgré les compétences et expériences acquises.	MINAGRI, IPAGRI
Restreindre le nombre d'OPB et réaliser une sélection plus drastique permet un meilleur suivi et plus d'efficacité dans le renforcement de leurs capacités → l'échelle temporelle et spatiale doit être définie avec bon sens et réalisme, en s'appuyant sur les expériences accumulées	Enabel
La culture sur brulis est un problème majeur, contre lequel la lutte est très difficile. Il faut mieux comprendre les raisons de ce problème afin de tenter d'apporter des solutions adaptées (en évitant la seule et inefficace répression). Une plus grande sensibilisation des jeunes est également nécessaire.	Intervention, administration territoriale
L'activité CEP rencontre un franc succès et des résultats tangibles. Une accapuration de cette approche par le Ministère de l'Agriculture est nécessaire pour assurer un réel relais des actions entamées par les services compétents de l'Etat.	Intervention, MINAGRI
Nécessité de trouver les meilleurs équilibres entre autonomie de fonctionnement des antennes et les services d'appui centraux	Intervention
En matière de semences : nécessité et importance de poursuivre le renforcement de la cohérence d'ensemble de la filière et de renforcer les liens entre la recherche (INERA & SENASEM), la production et le marché des semences	Intervention
Mieux appréhender la perception du facteur qualité par les producteurs afin de cibler les actions à mener pour une amélioration de la compétitivité de la CdV	Intervention
L'importance de la complémentarité et partage des approches des interventions de PTF œuvrant dans la zone et Inter programmes (PRODAT, EDUT, SANTE)	Coordination, PTF
Réaliser un diagnostic du potentiel de matières premières à transformer (quantité, répartition géographique) et des attentes du marchés (qualité du produit) afin de dimensionner et identifier les équipements à acquérir	Intervention
Prendre le temps et mettre les moyens pour construire, dès le démarrage, un système SE efficace, bien documenté et expliqué.	Intervention
Mettre à profit de façon systématique et continue les enseignements tirés d'autres projets du portefeuille Enabel RDC et d'autres pays d'intervention (réunions thématiques, répertoires d'acteurs, note synthétique, etc.)	Enabel

9 Recommandations

Recommandations	Acteur
Recentrer les actions sur un espace géographique plus restreint pour mettre en place une réelle dynamique de développement local et un encadrement de proximité	IM, coordination
Développer des mécanismes de ciblage pour l'incorporation des populations plus vulnérables	IM, coordination
Identifier les zones à fort potentiel de production dans les filières retenues	Equipe projet
Revoir et établir un cadre clair de collaboration avec les STD afin de mieux mobiliser leur implication dans la mise en œuvre, suivi et coordination des actions en cours	IM, coordination
Renforcer le programme d'alphabétisation qui n'est pas encore fonctionnel dans certains sites du projet	Equipe projet
Renforcer la présence de tous les ATN sur terrain dans une logique d'accompagnement, d'appui et de co-construction avec les collègues des antennes et des partenaires	IM, coordination
Définir systématiquement une stratégie de sorties au moins 2 ans avant la fin d'un projet	IM, coordination
Eviter la gratuité et exiger des cofinancements locaux pour tout appui, particulièrement pour une activité économique	Equipe projet
Accompagner les producteurs de semences (agri- multiplicateurs) à développer un business model leur permettant de fonctionner comme des entrepreneurs privés qui gèrent une entreprise qui doit être rentable	Equipe projet
Renforcer les capacités des cadres de concertation (comité/table ronde/B2B) à jouer un rôle important pour le développement de synergies des acteurs intervenant dans la filière	IM, coordination
Renforcer les activités promotionnelles pour positionner et faire connaître les produits agricoles de la Tshopo : foire provinciale, panier découverte, émission radiophonique, jeux, etc.	Equipe projet
Réaliser un plaidoyer auprès des institutions publiques nationales pour une meilleure appropriation des acquis du projet par le pays à travers des forums ou des journées portes ouvertes)	Coordination
Renforcer les capacités des gestionnaires des unités de transformation en entrepreneuriat et business plan via l'incubateur	Equipe projet
Appuyer les équipes des futurs projets à mettre en place des dispositifs simples et efficaces de suivi-évaluation par l'élaboration d'un manuel de suivi - évaluation et la mise en place d'une base de données sur le projet afin de contribuer à une meilleure supervision et à une meilleure capitalisation des actions et résultats des projets futurs	IM, coordination
Encourager la diversification des sources de revenus des petits producteurs (appuyés par le projet) en mettant l'accent sur les activités non agricoles notamment l'élevage à cycle court et le commerce qui pourraient constituer des activités de soudure	Equipe projet
Capitaliser dès le début du projet	Equipe projet

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
				X	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?					
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?					
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.			
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
X	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
			X		
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

La théorie du changement mise à jour :

IMPACT : Les Revenus des exploitants familiaux dans les Zones cibles de la TSHOPO sont augmentés grâce à une relance durable de la production agricole et contribuent à la réduction de la pauvreté.			
Changements intermédiaires			
- L'Etat met à la disposition des producteurs des unités de stockages stratégiques au niveau Provincial - Les acteurs locaux s'impliquent dans les actions - Une entité économique représentative de producteurs est mise en place pour fédérer les actions en leur faveur			
OUTCOME : Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés			
Changements intermédiaires			
- Mise en œuvre avec Equity bank du fonds de financement du secteur agricole - L'Etat concrétise les intentions pour l'amélioration du secteur agricole (taxes, entretien des routes, etc.) - Implication des autorités dans la mise en place du cadre de concertation agricole Provincial - L'Etat procède au rajeunissement du personnel Etatique et à la mécanisation des nouvelles unités - L'Etat favorise la coordination et/ou l'harmonisation des interventions des PTF sur terrain dans le secteur agricole (CIFOR, PNUD, etc.)			
RESULTAT 1 Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	RESULTAT 2 Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	RESULTAT 3 Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	RESULTAT 4 Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques
Changements intermédiaires			
- L'état s'occupe de la contractualisation pour l'accès à la terre (foncier) - Les ménages agricoles valorisent les produits forestiers non ligneux (PFNL)	- Certaines OPA s'organisent en coopératives agricoles à travers les bureaux de vente	- Le gouvernement assure l'amélioration de la qualité de l'éducation - Le gouvernement prend en charge les agents de l'état	- L'état assure la sécurité sur les territoires

ACTIVITES R1 1. Etudes techniques et socio-économiques 2. Production de semences en qualité et en quantité suffisantes afin de satisfaire la demande 3. Développement et mise en œuvre de méthodes agro écologiques de production agricole 4. Accompagnement des OPA et des prestataires de services de proximité dans les fonctions d'appui-conseil 5. Amélioration de la qualité de l'outillage agricole	ACTIVITES R2 1. Facilitation de l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles 2. Accompagnement des gestionnaires dans la gestion et la maintenance des investissements 3. Accompagnement des femmes pour viabiliser le circuit de commercialisation. 4. Mise en place d'un dispositif adapté d'information sur le prix, les marchés et les statistiques 5. Amélioration des capacités des OPA et de leurs faïtières dans la commercialisation 6a Renforcement des bureaux de ventes pour développer leurs activités (organisation et fonctionnement) 6b Sédentariser les jeunes par leur insertion dans les services (cfr R4) 7. Facilitation d'accès à des fonds de roulement pour les services de conservation, transformation et commercialisation	ACTIVITES R3 1. Amélioration de la coordination sectorielle et du suivi des interventions dans le secteur agricole 2. Capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole 3. Renforcement des services clés de l'agriculture 4. Appui spécifique au SENASEM et à l'INERA en lien avec les services et produits attendus	ACTIVITES R4 1. Accompagner les acteurs potentiels du développement local 2. Stimuler l'insertion professionnelle et la création d'emploi pour les jeunes favorisant le développement local de l'hinterland d'Isangi 3. Assurer le Monitoring, Suivi-évaluation et Capitalisation du résultat commun
--	---	--	--

10.3 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Revoir la formulation des indicateurs et la définition qui les accompagnent	05/2022	Comité de pilotage	Révision de la matrice SE	IM PRODAT	07/2022	L'indicateur spécifique sur l'amélioration des rendements en riz doit être revu et une nouvelle définition décrite	Réalisé
Procéder à une présentation ventilée de la ligne budgétaire relative aux moyens généraux, et de prêter attention à son volume vis-à-vis du budget alloué aux activités	05/2022	Comité de pilotage	Présentation à revoir pour les prochaines SMCL	RAFI	09/2022	Travail de présentation sous forme de tableau plus explicite	En cours
Reformuler 2 points dans le rapport résultat	05/2022	Comité de pilotage	Reprendre les phrases : - l'absence des agents des services techniques sur le terrain comme une des causes de la baisse de la productivité - le rendement du riz en baisse en examinant la variété	IM PRODAT	Immédiat		Réalisé
Rendre fonctionnel les cadres de concertation identifiés au niveau provincial.	05/2018 – 12/2021	Comité de pilotage	Plaidoyer du MINAGRI auprès de l'Autorité Provinciale pour la signature de l'Arrêté (DPEA) Initier la mise en place des cadres de concertation	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	05/2022	Mise en place préconisée d'un cadre de concertation provincial multi-acteurs et multisectoriel, avec accord de principe pour considérer le CCPA comme cadre de concertation sectoriel (Agriculture) et le COPROSEM comme cadre de concertation sous-sectoriel (Filière semences) Mise en place du Dispositif Provincial d'Encadrement Agricole (DPEA)	En cours

Décision à prendre			Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Responsable	Date limite	Progression	Statut
Engager des actions en vue de d'annuler les contrats de cession des équipements de transformation mis en place par PAIDECO (rizeries) et mobiliser de nouveaux acquéreurs / exploitants	05/2018	Comité de pilotage	Prendre des actions responsables afin de récupérer les rizeries abandonnées. Nouvelles affectations à convenir avec Enabel	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	N/A	Début d'initiative prise par le Ministre provincial en vue de récupérer et réaffecter le matériel et l'infrastructure (mission de terrain conjointe mi-décembre 2021)	En cours
Lancer le processus permettant d'aboutir à des décisions en vue de rendre accessible et durable l'appui conseil des services publics aux OPA et ménages agricoles	05/2018	Comité de pilotage	Lobbying du Gouvernement Provincial auprès du Gouvernement National	Ministre Provincial en charge de l'Agriculture	03/2022	Recensement et immatriculation effectués pour les agents de la Tshopo (dont IPAGRI et IPDR) Processus de mécanisation en cours (ajustement du fichier des agents de la fonction publique, consolidation des dossiers individuels)	En cours
Renforcer la vulgarisation de l'utilisation des intrants agricoles et petits équipements	12/2021	Comité de pilotage	Organiser des séances de démonstration au niveau des CEP et champs de démonstration Intensifier l'approche CEP	IM/PRODAT	12/2022	Planification CEP 2022 actualisée et disponible	En cours
Préparer et présenter aux partenaires la stratégie de sortie du PRODAT	12/2021	Comité de pilotage	Identifier les actions à mener par filière/CdV	IM/PRODAT	05/2022	Travail initié lors de l'atelier PRODAT en octobre 2021	En cours

10.4 Matrice de monitoring complète

Objectif (outcome)	Indicateur	Valeur finale	Niveau d'atteinte	Commentaire
Les systèmes agraires intégrant des pratiques de gestion durable et les besoins différenciés des hommes et des femmes sont améliorés tout en assurant l'accès aux marchés	Productivité agricole (rendements en riz pluvial)	Riz local : 1.26 T Riz amélioré : 2.1 T	④ Entre 50 et 75 % de la cible finale	Indicateur mal formulé et définition de calcul incorrecte qui combine plusieurs données sans pondération (riz amélioré et riz local). Un ajustement de compréhension de l'indicateur a permis une alimentation correcte pour l'exploitation des données et son interprétation
	Taux d'adoption de la rotation culturale	55.6 %	② Entre 50 et 75 % de la cible finale	Une confusion entre taux d'utilisation et taux d'adoption a poussé à revoir la cible finale en 2020. Cette cible est passée de 30% à 75% ce qui est tout à fait irréaliste car on parle de changement de comportement (valeur de base : 8%)
	Niveau de représentation des femmes dans les organes de direction des OPA	42%	③ Entre 75 et 95% de la cible finale	Evolution normale de l'indicateur qui se stabilise vers la valeur cible finale. Cette progression s'explique par les cycles d'alphabétisation et les séances de renforcement spécifiques (FBS) aux femmes soutenues par le PRODAT qui ont permis de renforcer leur émancipation et la prise de pouvoir.
	Revenu moyen annuel ménages	NR 2022		Indicateur remis en question car son mode de calcul/alimentation manque de clarté (critères suivis, etc.)
Résultat (output)	Indicateur		Niveau d'atteinte	Commentaire
R1 : Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de services aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la production et la productivité des exploitations familiales	Taux d'utilisation des semences améliorées par les ménages agricoles	80.1 %	④	OK. Ici, on parle bien de taux d'utilisation et non de taux d'adoption. Pour les semences, La mobilisation des inspecteurs semenciers dans la zone à travers la fiche action SENASEM a rassuré les producteurs sur la qualité des semences améliorées et poussé à leur utilisation. Pour les itinéraires techniques, l'approche FBS a sensibilisé l'importance du respecter les pratiques améliorées
	Taux d'utilisation des itinéraires techniques améliorés et durables (par type : GIFS, ...) diffusées auprès des OP et des exploitations familiales	68.34%	③ SL entre 75 et 95% de la cible finale	
		45.60%	③ SCV	

		8.88%	 Agroforesterie 25 et 50% de la cible finale	Cette approche d'agroforesterie en zone forestière n'est pas aisée et l'accompagnement par les services techniques sur cette thématique ne suit pas
	Proportion de ménages ayant recours aux services fournis par les OPA	84.7%	 Accès aux semences	OK grâce à la présence des agri-multiplicateurs et leurs réseaux dans la zone.
		70%	 Appui à la commercialisat°	Indicateur en forte progression suite à la mise en place des bureaux de vente et l'encadrement de la vente groupée.
R2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés	Quantité de riz décortiqué et de manioc moulu au niveau des UT PRODAT	552.93T	 riz	Difficultés dans la collecte des données au niveau des US/UT (accès et justesse des données) Indicateur mal formulé : les données sont collectées au niveau des US/UT installées par le PRODAT alors que certaines OPA encadrées passent par d'autres prestataires de services
		NR	Manioc	
	Qtité de produits agricoles stockées au niveau d'unités spécifiques	367.72T	 Entre 50 et 75 % de la cible finale	Nette progression de cet indicateur avec l'aboutissement de la signature du contrat BRALIMA
	Qtité de produits agricoles commercialisées (à travers des circuits maîtrisés)	453.46T	 Entre 50 et 75 % de la cible finale	
R3 : Les acteurs publics provinciaux sont renforcés dans leurs fonctions d'appui, de suivi et de coordination du secteur agricole	Indice de satisfaction des OPA pour les services rendus par les services techniques	90.1%	 Cible atteinte	La proximité des moniteurs agricoles à travers la mise en œuvre des fiches actions CEP/OPA, lettre d'ententes, avec la notion de performance, a renforcé la perception de cette satisfaction
R4 : Les conditions d'un développement local autour de l'enjeu commun agriculture et mobilité dans la zone rurale-urbaine d'Isangi et son hinterland sont réunies en vue d'une réduction des inégalités sociales et économiques	Nombre de cadres concertations fonctionnels	3	 Entre 25 et 50 % de la cible finale	L'indicateur couvre les 3 zones d'intervention du PRODAT alors que l'approche DL n'a été conduite et encadrée que sur le territoire d'Isangi
	Nombre d'éléments thématiques diagnostiqués	5	 Cible atteinte	Cible atteinte en 2021 et 2022 a permis une consolidation à travers la production et la restitution du référentiel de zone d'Isangi
	Nombre de plans d'actions prioritaires (PAP) conçus et mis en œuvre	5		Manque de moyen financier en fin de programme pour soutenir l'approche retenue

	Niveau de praticabilité des tronçons principaux	35%	 Routier	La cible ne pourra pas être atteinte car finalisation de 4 chantiers sur 8 ciblés par manque de budget
		NR 2022	 Fluvial	Cible atteinte dès 2021. La clôture anticipée du PRODET n'a pas permis de nouvelles planifications

10.5 Ressources en termes de communication

- Dépliant actualisé sur les résultats atteints par le projet ;
- Elaboration du vade-mecum destiné aux moniteurs agricoles ;
- Actualisation des Roll-up ;
- Affiches de vulgarisation (succès du semis en ligne, succès de la riziculture de bas-fonds, succès de l'utilisation des sacs PICS), format A1 ;
- Diffusion de spots radio de vulgarisation/sensibilisation ;
- Diffusion d'émissions préenregistrées sur les radios locales : jeu de question-réponse sur des thèmes variés ;
- Rediffusion d'émissions en direct sur radios locales : micro-trottoir, jeu de question-réponse entre présentateur et personne-ressource, témoignage(s) sur les thèmes précités ;
- Production de documents de capitalisation en cours (exploitation des unités de transformation et de stockage, mobilisation et mise à niveau des agents STD dans le cadre de l'accompagnement de proximité) ;
- Articles de presse sur différentes thématiques ;
- Evaluation de la deuxième campagne de vulgarisation agricole ;
- Organisation du Festival AlimenTerre 2021 dans la Tshopo (reporté à janvier 2022)
- Mini-film inter-programmes

10.6 Personnel de l'intervention

Coordonnateur Programme Provincial	MARTHOZ	André	M			International
	DIMANCHE	Pierre Henri	M	10/1/2019	9/1/2020	
	NTEMA	Prosper	M		Fin PRODAT	
RAFI	DELHAYE	Robert	M	1/2/2015	31/12/2019	
	QUISPE	Rolando	M		Fin PRODAT	
Expert AgroEconomiste	DIALLO	Amadou	M	01/03/2015	31/1/2019	
	RAJAONARISOA	Mamy	F		01/07/2022	
Expert Agronome/IM PRODAT	VAN DE VELDE	Thibault	M	02/03/2015	31/07/2018	
	DELAUNOIS	Valérie	F	01/09/2021	Fin PRODAT	
Renforcement de capacité	MARTHOZ	André	M		31/7/2018	National recruté
Agro économiste/Post récolte	KUTUKWENDA	Victoire	M	19/10/2015	Fin PRODAT	
Expert communication	KABASELE DISHI	Félicien	M			
Expert Semences et Productions végétales	OGAPOMO ABUEKU	Nicolas	M	19/10/2015		
Responsable Suivi & Evaluation	KAZAMWALI	Innocent	M	19/10/2015	11/2022	
Agent commercial	CIDORHO	Francisco	M		Fin PRODAT	
Coordonnateur d'antenne/Expert product° agricole	MAMBA	Grégoire	M	21/01/2016	11/2021	
Coordonnateur d'antenne/Expert RC	MUNTUMOSI	Jean-Marie	M	21/01/2016	04/2022	
Coordonnateur d'antenne/Expert RC	KUZWELA	Thomas	M	21/01/2016	Fin PRODAT	
Coordonnateur d'antenne	EBAKA	Désiré				
Coordonnateur d'antenne		Dieudonné				
Agronome d'antenne/coordonnateur Opala	LOHAKA	Jérôme	M	21/01/2016	Fin PRODAT	
Agronome d'antenne						
		Fiston			Fin PRODAT	
		Apollinaire			Fin PRODAT	
		Fabrice			Fin PRODAT	
		Paul			Fin PRODAT	
		Florent			Fin PRODAT	
Chargé de programme	EBAKA	Desire	M	1/5/2016	Fin programme	National recruté

RAF	NKOY NDEKE	Alain	M	01/01/2005		National recruté
Gestionnaire des CSUB	BUNKETE DIAFULA	Emmanuel	M	17/07/2015	Fin programme	
	YASINI SALUMU	Sébastien	M	19/10/2015	30/06/2018	
		Evrys				
Comptable vérificateur	BALANGA LILUKO	Emmanuel	M	10/1/2014	11/24/2017	
	MAMADOU SUNGU	Suzanne	F	12/10/2015	31/12/2016	
	NZUZI MAYUKU	Béatrice	F	01/07/2014	Fin programme	
	MUSAO TAMBWE	Alexandrine	F	15/03/2017	Fin programme	
	MUSWAMBA MPOYI	André	M	9/04/2018	Fin programme	
Comptable	IYENI LONGOMBE	Pitchou	M	1/12/2015	23/05/2015	
	FURAHA	Thérèse	F			
		Jean-Louis	M			
Logisticien	BAGUMA MONGANE	Eric	M	16/07/2015	Fin programme	
	KALALA	Charles	M	01/07/2014	Fin programme	
Secrétaire Coordination et Point focal RH	KASONGO AKOTA	Elise	F	1/03/2015	Fin programme	
Chauffeur	MONDONDI MOPOTU	Jean Baptiste	M	01/07/2014	Fin programme	
	AYURAMBI BASUA	Jean Paul	M	19/08/2014	Fin programme	
	EKILI MBOYO	Aloys	M	19/11/2014	Fin programme	
	YAKUSU LEDI	Matthieu	M	1/03/2015	Fin programme	
	BONYAKAMBO	Richard	M	22/06/2015	Fin programme	
	SHABANI	Thomas	M	22/06/2015	Fin programme	
	YENI LITELE	Simborne	M	23/11/2015	Fin programme	
	TIBEIRO MAKWIZA	Joseph	M	23/11/2015	Fin programme	
	LIGUMA LIFOLI	Jean Pierre	M	23/11/2015	Fin programme	
Magasinier	BAHANAMUZI	Florentin	M	22/06/2015	Fin programme	
Commis/Nettoyeuse	MPONGO KANYEBA	Pétronie	F	01/07/2014	Fin programme	
	ALULU BATILAELO	Bibiche	F	01/03/2015	Fin programme	
	ATOSA LUTA	Winy	F	01/12/2015	Fin programme	

10.7 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Type de marché	Montant (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code(s) Budgétaire(s) activité	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement
RDC1217711-01	Construction des antennes PRODAT - PRODET à Opala et banalia dans le District de la Tshopo dans la Province Orientale	Travaux	€ 289 511		Régie	Z_03		PNC	Exécuté Payé					
RDC1217711-02	Enquête des ménages ruraux (Erreur de numération UCAG Minagri. N° dossier RDC 1217711-01 mais devrait être RDC 1217711-02)	services	€ 40 000		régie	Z_04		pnc	Exécuté Payé					
RDC1217711-03	Mise en place d'un système d'information sur les marchés agricoles dans la province de la Tshopo	services	€ 22 000		régie				Marché infructueux Spécifications / coût revus et relance en Registre B					
RDC 1217711-04	Fourniture sur site de mobiliers de bureaux	biens	58 000,00		régie	Z_02_03		BE PNSP	Exécuté Payé			fév 17		Juin 17
RDC 1217711-05	Fourniture et installation de système photovoltaïque des antennes des Programmes PRODAT-PRODET-EDUT dans les territoires d'Opala, Isangi et Banalia	biens	240 000,00		régie	C_03_01, A_04_05,		BE AD (Adjudication ouverte)	Marché annulé	avril-mai 17				
RDC1217711-06	Fourniture d'un Groupe électrogène de 60 KVA pour la coordination des programmes CTB TSHOPO	biens	25 000,00		régie	Z_02_03		BE PNSP	Exécuté Payé					Juillet 17
RDC1217711-07	Service d'entretien et réparation des Motos de la CTB/Tshopo	services	33 040,56		régie	Z_03_1		FED PNC	Marché annulé			Juin 17		
RDC1217711-08	Fourniture, livraison de 136 Pneus pour véhicules CTB-Tshopo pour stock de deux ans.	biens	36 266,00		régie	Z_03_1		BE PNSP	Annulé	décembre 16		Avril		
RDC1217711-09	Prestation de service de gardiennage des bureaux des programmes de la CTB-Tshopo	services	23 301,00		régie	Z_03_02, Z_03_03		FED PNC	Marché annulé			Juin 17		
RDC1217711-10	Services d'entretien et réparation des véhicules des programmes de la CTB-Tshopo	services	48 957,00		régie	Z_03_1		FED PNC	Marché annulé			Mai 17		
RDC 1217711-11	Assistance à mise en place du SIM	services	25 000,00		régie	A_04_06		FED PNC	Marché annulé			Mai 17		
RDC 1217711-12	Matériels de transformation de produits agricoles	biens	131 250,00		régie	B_01_03			Marché infructueux (prix excessif, capacités techniques ou financières insuffisantes)	Mars-avril 17	Mai 17			
RDC 1217711-13	Construction de magasins de stockage	travaux	135 208,00		régie	B_01_04			Marché infructueux (prix excessif, capacités techniques ou financières insuffisantes)	Mars- Avril 2017	Août 17	Janv 18		
RDC 1217711-14	Construction de 2 magasins de stockage	travaux		52 214,46	régie	B_01_04	CADP	PNC	Exécuté Payé	Avril 18	Août 18	Décembre 18	Février - Juillet 19	Février - Aout 19
RDC 1217711-15	Matériel de transformation de produits agricoles	biens		70 000,00	régie	B_01_03	NEGODIS	PN directe avec publicité	Exécuté Payé	Mars 2018	Juillet 18	Août 2018	Aout 18-jan 19	Aout 19
	Achat par contrat cadre de 3 véhicules Toyota Land-Cruiser Pick-Up pour les Antennes (Opala, Yatolema, Isangi)	biens		€ 105 000	régie	Z020100	Toyota-Gibraltar	Contrat-Cadre	Exécuté Payé	Décembre 2019			Janvier 2020 -	Février 2020
	Mobilisation CCDL (appui à l'approche développement local) via contrat cadre	Services		30 000,00	régie	D010100 D010200								
	Formation de formateurs en entrepreneuriat agricole (Consultant BUS) - <u>modifié en LB</u>	Services		35 000,00	régie	B060200								
RDC 1217711-10088	Formation et accompagnement de jeunes/OPA dans les métiers de gestion, de machiniste et d'opérateurs de maintenance des équipements de transformation de produits agricoles	services		€ 163 880	régie	B020103	IITA	PNC	démarrage en juillet 2022	novembre 2021	décembre 2021	juin 2022	décembre 2022	31/12/2022
RDC 1217711-18	Construction abris pour centres/unités de transformation	travaux		€ 176 532	régie	B010300	GVRD		OS de démarrage en date du 02/02/2022	août 2021	sept.-octobre	décembre 2021	février-août 2022 avenant 30/03/2023	par jalon jusqu'au 30/03/2023

10.8 Subsidies

code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsides	Statut de l'institution	Objet de la Csubs	Modalité de paiement	entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€)	Statut
A_03_02; A_03_03; A_03_05;	IPAPEL	Ministère déconcentré	Les Organisations des Producteurs Agricoles et leurs membres ont accès à des services d'appui conseils de proximité de la part des Services Techniques Déconcentrés (STD)	Transfert trimestriel	16/04/2016	30/06/2017	€ 117 475,00	Closed
A_04_02 B_06_03 C_03_01	IPDR	Ministère déconcentré	Les Organisations des Producteurs Agricoles et leurs membres ont accès à des services d'appui conseils de proximité de la part des Services Techniques Déconcentrés (STD)	Transfert mensuel	15/12/2016	31/07/2017	€ 36 465,00	Closed
B_01_04	PIDR	ONG	Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de service aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des	Transfert trimestriel	16/04/2016	30/06/2017	€ 35 298,00	Closed
B_06_03	UPDKIS	ONG	Les OPA et opérateurs privés locaux ont amélioré une offre de service aux producteurs agricoles en vue d'augmenter la valeur ajoutée des principales spéculations retenues au niveau des	Transfert trimestriel	26/06/2017	25/03/2017	€ 39 224,00	Closed
A_02_04	IITA	Autre	Le développement du système semencier et de systèmes de productions agricole appropriés	Transfert trimestriel	16/06/2017	16/06/2018	€ 111 920,00	Closed
A_03_05 C_03_01	IPAPEL	Ministère déconcentré	Les Organisations des Producteurs Agricoles et leurs membres ont accès à des services d'appui conseils de proximité de la part des Services Techniques Déconcentrés (STD)	Transfert trimestriel	01/08/2017	15/08/2018	€ 168 787,00	Closed
	SENASEM	Organisme public	Les OP, les Agrimultiplicateurs et l'INERA ont un accès adéquant aux services de contrôle, de certification et d'appui conseil du SENASEM	Transfert trimestriel	19/02/2018	18/02/2019	€ 37 433,00	Closed
B_02_03 C_03_01	IPDR	Organisme public	Les OPA et leurs membres ont accès à des services d'appui conseils de qualité des services techniques déconcentrés et renforcement de la concertation locale.	Transfert trimestriel	03/05/2018	02/05/2019	€ 73 427,00	Closed
A_3_05 C_03_01	IPAPEL	Ministère déconcentré	Renforcement de l'accès des OP et ménages agricoles aux services d'appui conseils des STD	Transfert mensuel	01-déc-18	28-fév-21	€ 199 553	Closed
C_04_01	SENASEM	Organisme public	Les OP, les Agrimultiplicateurs et l'INERA ont un accès adéquant aux services de contrôle, de certification et d'appui conseil du SENASEM		08/05/2019	28/02/2021	€ 40 000	Closed
B_06_01_02 C_03_01_02	IPDR		Renforcement de l'accès des OP et ménages agricoles aux services d'appui conseils des STD - Développement rural - transformé en lettre d'intention	mensuel	juin-21	nov-22	€ 58 580	closed
B_05_01_01	UPDKIS	OP faitière	Appui à l'organisation de circuits de commercialisation	Transfert bimensuel	déc-21	nov-22	€ 147 531	résiliation
B_05_02_01	EUCORD	ONG	Mise en relation commerciale avec des acheteurs localement d'importance	Transfert trimestriel	août-21	nov-22	€ 54 936	Closed
D_01_02_03	OVDA		Encadrement technique des communautés aux travaux d'aménagement des voies de desserte agricole	mensuel	oct-21	août-22	€ 13 000	Closed

10.9 Accords spécifiques de coopération

CCDL / MDF / CIRAD / ADE s.a.: Analysis for Economic Decisions (Evaluation)

10.10 Équipements : Inventaires des immobilisés et affectation du PRODAT

A. STD

SENSAEM, IPDR et IPAPL/IPAGRI (partenaires techniques), tout le matériel mis à disposition a été cédé

PV de cession SENASEM



CTB

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT

PV de cession

Dans le cadre du Programme de Développement Agricole de la TSHOPO (RDC 1217711), PRODAT en sigle, la CTB cède au SERVICE NATIONAL DES SEMENCES, SENASEM, le matériel suivant :

N°	Désignation	Qté	Etat	Remarques
1.	Moto YAMAHA XTZ 125 avec casque chaîne antiviol N° : châssis moteur - LBPKE 179000022589 *E3NZE-- 064844 - LBPKE 179000022591 *E3NZE-- 064847 - LBPKE 179000022588 *E3NZE-- 064899 - LBPKE 179000022574 *E3NZE-- 064851 - LBPKE 179000022596 *E3NZE-- 064871	05	Neuf	RAS
2.	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5570 N° de série : - 40KBQF2 - 62QBQF2 - CYPBQF2 - 4853QF2 - C3B1QF2	05	Neuf	RAS
3.	Paire de bottes en caoutchouc standard	05	Neuf	RAS

Le matériel est cédé dans l'état où il se trouve et connu du bénéficiaire. La cession implique le transfert de la propriété et des risques de dommage et de perte.

Le bénéficiaire est responsable pour l'affectation.

	Pour la cession	Pour la réception
Nom :	Mark HOEKSTRA	Christophe BOKANA
Fonction :	Coordinateur Provincial de Programme	Coordinateur Provincial
Signature :		
Date :	19.07.2017	19 juillet 2017



PV de cession IPAPEL/IPAGRI



CTB

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT

PV de cession

Dans le cadre du Programme de Développement Agricole de la TSHOPO, PRODAT en sigle (RDC 1217711) la CTB cède à l'Inspection Provinciale de l'Agriculture Pêche et Elevage, IPAPEL le matériel suivant :

N°	Désignation	Quantité	Etat	Remarques
1.	Moto YAMAHA 125 + accessoires : - Casque - Chaîne antivol	07	Neuf	RAS
1.	Vélos utilitaires « KINGA » + accessoires : - Trousse de clés	24	Neuf	RAS
2.	Kit de travail : - Cartable - Bloc-notes - Stylo - Peson - Imperméable	31	Neuf	RAS
3.	Bottes en CTC	31	Neuf	RAS
4.	Décamètres	31	Neuf	RAS
5.	Coffre-fort	01	Neuf	RAS
6.	Ordinateur portable DELL LATITUDE E5570	01	Neuf	RAS

Le matériel est cédé dans l'état où il se trouve et connu du bénéficiaire. La cession implique le transfert de la propriété et des risques de dommage et de perte.

Le bénéficiaire est responsable pour l'affectation.

	Pour la cession	Pour la réception
Nom :	Mark HOEKSTRA	Jean-Pierre LYELEB
Fonction :	Coordinateur Provincial de Programme	Inspecteur Provincial
Signature :		
Date :	5 mai 2017 	5 mai 2017 

PV de cession IPDR



CTB

AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT

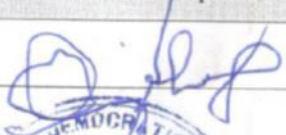
PV de cession

Dans le cadre du renforcement des capacités des services techniques de l'IPDR, ITDR et Chefs de cellule, le Programme de Développement Agricole de la Tshopo / PRODAT (RDC 1217711 / C_03_01) cède à l'IPDR le matériel suivant :

N°	Désignation	Quantité	Etat	Remarques
1.	Moto tout terrain YAMAHA YBR 125G avec casque et chaîne antiviol.	20	Neuf	RAS
2.	Vélos KINGA avec accessoires	30	Neuf	RAS
3.	Kit Animateur : - cartable, - bloc-notes A4, - stylo, - Peson - Imperméable - Bottes en CTC	50	Neuf	RAS
4.	Ordinateur Portable HP	04	Neuf	RAS
5.	Fly box (Routeur)	01	Neuf	RAS

Le matériel est cédé dans l'état où il se trouve et connu du bénéficiaire. La cession implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ainsi que de perte.

Le bénéficiaire est responsable pour l'affectation.

	Pour la cession	Pour la réception
Nom :	Mark HOEKSTRA	
Fonction :	Coordinateur Provincial	
Signature :		
Date :	14.12.2016 	 14/12/2016

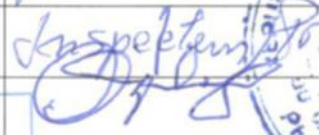
PV de cession

Dans le cadre du Programme de Développement Agricole de la TSHOPO, PRODAT en sigle (RDC 1217711) la CTB cède à l'Inspection Provinciale du Développement Rural, IPDR le matériel suivant :

N°	Désignation	Quantité	Etat	Remarques
1.	Moto YAMAHA 125 + accessoires : - Casque - Chaîne antiviol	05	Neuf	RAS
1.	Vélos utilitaires « KINGA » + accessoires : - Trousse de clés - Pompe à air	15	Neuf	RAS
2.	Kit de travail : - Cartable - Bloc-notes - Stylo - Peson - Imperméable	22	Neuf	RAS
3.	Bottes en CTC	22	Neuf	RAS

Le matériel est cédé dans l'état où il se trouve et connu du bénéficiaire. La cession implique le transfert de la propriété et des risques de dommage et de perte.

Le bénéficiaire est responsable pour l'affectation.

	Pour la cession	Pour la réception
Nom :	Mark HOEKSTRA	<i>Florentin A. ZEL</i>
Fonction :	Coordinateur Provincial de Programme	<i>Inspecteur Provincial</i>
Signature :	  Mark HOEKSTRA Coordinateur Provincial Programme CTB TSHOPO	 
Date :	5 Mai 2017	5 Mai 2017

B. Bénéficiaires : OPA et comité de développement local

Equipements : liste des OPA bénéficiaire par territoire ; les PV de cession définitive sont en cours de signature

96 OPA ont bénéficié d'équipements divers : moulin simple, moulin mixte, décortiqueuse, malaxeur, etc.

Infrastructure (unité de stockage) : liste des OPA bénéficiaires par territoire ; les PV de cession définitive sont en cours de signature

Territoire	OPA porteuse	Site d'installation	Infra : hangar de stockage type 1 ou 2
Banalia	UFF	Banalia (PK 1 Route Mara)	US2
Banalia	ASCIDEAZ	Zambeke (PK 162, Route Buta)	US2
Banalia	CUAM	Bakuti (PK 98, Route Buta)	US2
Banalia	ADDB	Bondokpe (PK 16 Axe MARA)	US2
Bengamisa	AKILI MALI	PK 52 YAMBELO	US2
Isangi	OPARO	Rome	US2
Isangi	OPA YAOSENGE	Yaosenge (PK13)	US2
Isangi	ADTCFI	Village Ilambi (Axe Imbolo-Ilambi)	US2
Yatolema	Collectif UPO	Yambela (PK 52, Route Opala)	US1
Yatolema	UMOJA/PK67	Yalikanda (PK 67, Route Opala)	US2
Yatolema	BANA LOSO	Yasongo (PK 72, Route Opala)	US2
Yatolema	Collectif YAONGENDJA	Yaongendja (PK 82, Route Opala)	US2
Yatolema	ULUCHANA	Yatulua (PK 156, Route Opala)	US1
Yatolema	Collectif LIKUNDU	Likundu (PK 195, Axe Yaluwe)	US2
Opala	Mamans SAI-SAI	YAMBWA (axe kis pk 33)	US2
Opala	CAPO	Simbele (PK 18 Axe ILIPA)	US2
Opala	Conjoints Sincères	IKANGAMBA (PK 62 Axe KEMBE)	US2
Opala	UADYAL	Yalina (PK 50 Axe KEMBE)	US2

Moyen de déplacement (tricycle) : liste des OPA bénéficiaires par territoire ; les PV de cession définitive sont disponibles

N°	OPA porteuse	Lieu
1	ZAMBEKE	ZAMBEKE
2	AMANI	BAMBAYE
3	AKILI MALI (UOPA YAYA)	YANONGE
4	OPA YAOSENGE	YAOSENGE
5	OPA ADTCI	ILAMBI
6	UAFO	OPALA CENTRE
7	UADYAL/AYAKI	YALINA
8	ACS	IKANGAMBA
9	Collectif YAWELO/ADYA	YAKOKO
10	CMS CUAM	BAKUTI, PK 98 Route Banalia

C. Bureau et antenne Enabel

A. Bureau Kisangani

Rubrique	Intitule/ Description	Qtité	Statut
Petit matériel et mobilier de bureau	Fontaine d'eau	1	Bon état
	Ondulaire	1	Bon état
	Rallonge	5	Bon état
	Stabilisateur	1	Bon état
	Chaise à roue	6	Bon état
	Chaise longue en bois	9	Bon état
	Chaise visiteur en similicuir	2	Bon état
	Etagère en bois à 4 niveaux	5	Bon état
	Table bureau 160x70cm	8	Bon état
	Table ronde en couleur blanche	1	Bon état
Matériel IT	Imprimante	2	Bon état
	Ordinateur Laptop	2	Bon état
	Switch	4	Bon état
Matériel roulant	Moto STA272	1	Mauvais
	Moto STA811	1	Mauvais
	Moto STA873	1	Mauvais
	Moto STA969	1	Mauvais
	Moto STA812	1	Mauvais
	Camion STA310	1	
	Land Cruiser003ITo76	1	Bon état
	Land Cruiser003IT340	1	Bon état
	Land Cruiser003ITo78	1	Bon état
	Land Cruiser003ITo84	1	Bon état

A. Antenne Opala

Mobiliers de bureau et bâtiment

N°	INTITULE/ DESCRIPTION	LOCALISATION	STATUT	Quantité
B/O/01	Bureau de l'antenne	OPALA CENTRE	Bon Etat	1
01	Table longue	Salle réunion	Bon Etat	8
02	Table courte	Secrétaire et Bureau Admin. Log	Bon Etat	3
03	Bureau	Bureau Coordo, Séc, Infra, DPO infra, DPO RC, Log, ITDR, ITAGRI, ITPR, Cuisine, Gardiens	Bon Etat	21
04	Etagères	Bureau Coordo, Secrétaire, Infra, DPO Infra, DPO RC, Chauffeur, Log, ITPR, ITDR, ITAGRI	Bon Etat	12
05	Chaise garnie	Bureaux coordon, Infra, Séc, DPO Infra, Chauff, DPO RC, Adm log, ITAPEL, ITDR, ITPR et Gardien	Bon Etat	19
06	Chaise simple	Bureau Ir. Infra, DPO Infra, DPO RC, Chauffeur, Salle réunion	Bon Etat	25
07	Banc simple	Hangar-Parking	Bon Etat	2
08	Chaise roulante	Bureaux Coordo, Admin log, Séc, Agro ant, Chauffeur	Bon Etat	5

Matériels informatiques

N°	INTITULE/ DESCRIPTION	MARQUE	Nbre / Qté	STATUT
01	Onduleur	ETN ELLIPS ECO	1	Hors Service
02	Imprimante Jet pro MFPM127fw	MFP	1	Bon Etat
03	Stabilisateur	ZEC	7	Bon Etat
04	Clavier	-	1	Bon Etat
05	Souris	LOGITECH	1	Hors Service
06	Générateur TOTAL	TP 250001	1	Hors Service
07	Générateur SUPER YAMAHA	SANS	1	Hors Service
08	Fontaine électrique ZEC	ZWD320	1	
09	Coffre-fort	-	1	Bon Etat
10	Antenne LNB (I - Direct)	Bo6093A5Y	1	Bon état
11	Instincteur	25MPa201508 103860	4	Bon Etat
12	Générateur ELEMEX 3 KVA	Sans	1	Bon Etat
13	Modem	I- DIRECT	1	Hors Service
14	Rétroprojecteur	EPSON	1	Bon Etat
15	Ordinateur Portable	DELL	3	Bon Etat
16	Ordinateur Portable	HP	1	Bon Etat
17	THURAYA XT-PRO	35610706-118784-8	1	Bon Etat
18	Compacteur manuel BOMAG n°06	VEH/2017/35	1	Bon Etat
19	MOTO XTZ STA 271	VEH/2017/37	1	Bon Etat
20	MOTO XTZ STA 288	VEH/2017/38	1	Bon Etat

B. Antenne Banalia

Type	Intitule/ Description	Model	Qtité	STATUT
Mat. Informatique	Imprimante	Laserjet pro MFPM255	1	Bon Etat
	Imprimante	Laserjet pro MFPM255	1	Bon Etat
	Ecran d'ordinateur		1	Bon Etat
	Rétro-projecteur		1	Bon Etat
	Laptop Computer	Latitude E5590	2	Bon Etat
	Laptop Computer	ThinkPad	2	Bon Etat
Equipement	Générateur	P 250001 3Kw	1	Bon Etat
	Générateur	1Kw	1	Bon Etat
	Stabilisateur	1500VA	8	Bon Etat
	Stabilisateur	1500VA	1	Mauvais Etat
	Chevalet		1	Bon Etat
	Filtre d'eau		1	Bon Etat
	Fontaine d'eau		2	Bon Etat
	Odulaire		2	Bon Etat
	Ventillateur		7	Bon Etat
	Ventillateur		3	Hors Service
	Rallonge de 5m		5	Bon Etat
	Rallonge de 20 m		1	Bon Etat
	Rallonge 50 m		2	Bon Etat
	Rallonge de 5m	16A250V	3	Bon Etat
	Tank d'eau de 1500 litres	1500l	1	Bon Etat
	Extincteur à poudre 9kg		2	Bon Etat
	Kit internet avec Router Board			Bon Etat
	Coffre-Fort		2	Bon Etat
	Vélo		2	Bon Etat
	Land Cruiser	Hilux	1	Bon Etat
	Moto	XTZ	2	Bon Etat
Mobilier	Table bureau avec tiroir	En bois	8	Bon Etat
	Table simple	En bois	14	Bon Etat
	Chaise à bois	En bois	17	Bon Etat
	Chaise à bois garnie	En bois	24	Bon Etat
	Chaise plastique	En plastique	17	Bon Etat
	Chaise à roue	En similicuir	6	Bon Etat
	Etagère GF	En bois	9	Bon Etat
	Etagère GF	En bois	2	Bon Etat
	Table bureau avec tiroir	En bois	4	Bon Etat
	Chaise à bois garnie	En bois	13	Bon Etat
	Chaise à bois	En bois	12	Bon Etat
	Table simple	En bois	13	Bon Etat

C. Antenne Isangi

	Désignation	Qtité	Statut
Matériel roulant	Compacteur BOMAG CTB-PRODET o4	1	bon
	Compacteur BOMAG CTB-PRODET o7	1	bon
	Compacteur BOMAG CTB-PRODET o8	1	bon
	Moto YAMAHA XTZ plaque STA 291/STA 292 / STA 289	3	bon
	Moto YAMAHA DT plaque o3 IT 514	1	bon
	Moto HAUJIN rouge PLVS plaque STA 539	1	bon
	Land Cruiser pick up double cabine N° plaque 003IT481	1	bon
	Toyota HILUX N° plaque 003IT505	1	bon
Mobiliers	Chaises de bureau en cuir	4	mauvais
	Armoires vitrées	4	bon
	Chaises en bois	20	bon
	Etagères en bois	4	bon
	Tables de bureau en bois avec tiroirs	4	bon
	Tables ordinaires en bois	12	bon
Matériel électrique, informatique.	Laptop	7	bon
	Imprimante HP Laserjet M1132 MFP	1	bon
	Imprimante HP Laserjet Pro MFP M127-M128	1	mauvais
	Stabilisateur Nikai	1	bon
	Stabilisateur Zec	1	bon
	Retro projecteur EPSON	1	bon
	Modem HP	1	bon
	Switch EA	1	bon
	Routeur	1	bon
	VSAT	1	bon
	Rallonges multiprises 25m	4	2 mauvais
	Rallonges multiprises 3m	6	bon
	Ventilateurs	3	mauvais
Pièces de rechange	Bande frein véhicule	1	
	Bougie moto	1	
	Câble frein et embrayage	10	
	Câble jump booster 600 amp	0	
	Chambre à air moto	9	
	Chambre à air véhicule	1	
	Dynamo vélo	1	
	Roulement moto	5	
	sae 40 (huile moteur)	10	